



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / MERCREDI 3 JANVIER 2024 // N°719 // PRIX 20 DA / Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LUTTE ANTITERRORISTE ET CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

NEUTRALISATION DE 16 TERRORISTES

Lire en page 16



CAN 2023 LES VERTS ENTAMENT LEUR PRÉPARATION À LOMÉ

Lire en page 16



GOÏTA EST-IL « CONSCIENT » DES PÉRILS QUI LE GUETTENT ?

COURSE CONTRE LA MONTRE POUR APPLIQUER LE PLAN D'ALGER

Lire en page 4



L'ETAT S'EMPLOIE À ACCÉLÉRER L'EXÉCUTION DES PROJETS EN COURS MAIS ÉGALEMENT À EN LANCER DE NOUVEAUX

L'ANNÉE 2024 S'ANNONCE PROMETTEUSE AU CHAPITRE DE L'ÉCONOMIE

Lire en page 3



GOÏTA EST-IL « CONSCIENT » DES PÉRILS QUI LE GUETTENT ?

COURSE CONTRE LA MONTRE POUR APPLIQUER LE PLAN D'ALGER

Lire en page 4



SES ACTIVISTES CALOMNIENT TOUTE CRITIQUE DE L'ENTITÉ SIONISTE AUX ETATS-UNIS

« CANARY MISSION », UN RÉSEAU QUI S'ATTAQUE À TOUT CITOYEN AMÉRICAIN PRO-PALESTINIENNE

Lire en page 4





INCENDIE À L'UNITÉ DE STOCKAGE DE LAIT DE BOURGUIGA, À TIPASA:

Poursuite des opérations d'extinction pour le 2e jour consécutif

Les opérations d'extinction de l'incendie, qui s'est déclaré dimanche matin dans l'unité de stockage du lait en poudre dans la commune de Bourguiga (Tipasa), se poursuivaient encore hier, sans enregistrer de pertes humaines, indiquent les services de la Protection civile.

Le directeur de wilaya de la Protection civile, le lieutenant-colonel, Kouas Brahim, a indiqué qu'en plus des moyens consacrés par la direction de la protection civile, les autorités de la wilaya ont mobilisé des moyens importants pour maîtriser les feux et empêcher leur propagation vers les zones avoisinantes de cette unité relevant de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL).

Les services de la protection civile ont déployé toutes leurs unités opérationnelles dans la wilaya, comprenant 24 camions de pompiers, une grande échelle et deux ambulances, appuyées par des éléments de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention d'El-Hamiz (Alger).

Le wali de Tipasa, Aboubakr Seddik Boucetta, s'est rendu sur

place en compagnie des autorités militaires et sécuritaires. D'après la même source, la wilaya a mis en place une cellule de crise dirigée par



le directeur de wilaya de la protection civile, le lieutenant-colonel Kouas Brahim, pour suivre le déroulement des opérations d'extinction, coordonner les efforts et fournir les ressources nécessaires pour contrôler l'incendie. Le secrétaire gé-

ral du ministère de l'Intérieur, Larbi Merzoug, s'était rendu dimanche en compagnie du wali sur les lieux de l'incendie qui s'est déclaré au niveau de l'unité de stockage (20.000 m²) qui contient 8.000 tonnes de lait en poudre. Les éléments de la protection civile ont réussi à récupérer de grandes quantités de cette matière et à les transférer vers d'autres sites de stockage, précise la même source. L'origine de cet incendie reste "inconnue" en attendant les résultats des investigations, affirment les services de la wilaya, ajoutant que l'opération de recensement et d'évaluation des dommages est en cours.

ISTANBUL: DES DIZAINES DE MILLIERS DE PERSONNES RASSEMBLÉES SUR LE PONT GALATA EN SOUTIEN À LA PALESTINE

Pour le premier jour de l'an, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées sur le Pont Galata à Istanbul pour la marche intitulée "Miséricorde pour nos martyrs, soutien à la Palestine, malédiction à Israël" organisée par la "plateforme de la volonté nationale" avec la participation de 308 ONG sous la direction de la Fondation de la jeunesse turque (TÜGVA). Les participants qui sont d'abord arrivés devant la mosquée Ayasofya (Sainte-Sophie), la nouvelle mosquée Eminönü, la mosquée bleue (Sultanahmet) et la mosquée Süleymaniye avant de regrouper les cortèges sur pont de Galata.

CORÉE DU SUD: LE CHEF DE FILE DE L'OPPOSITION POIGNARDÉ EN PUBLIC (VIDÉO)

Le chef de l'opposition sud-coréenne Lee Jae-myung a été poignardé au cou mardi alors qu'il visitait un chantier de construction. L'attaque au couteau a eu lieu dans la matinée alors que l'homme politique sud-coréen s'adressait aux journalistes dans la ville côtière de Busan, au sud-est du pays, selon l'agence locale Yonhap.

AÉROPORT D'ALGER : SAISIE DE PLUS DE 24 000 COMPRIMÉS D'ECSTASY



Les services de police de l'Aéroport international d'Alger, en coordination avec les douanes algériennes, ont procédé, au cours de la semaine précédente, à la saisie de 24 970 comprimés d'Ecstasy. Trois suspects, soupçonnés d'activer au sein d'un réseau international de trafic de stupéfiants, ont été arrêtés. Ils étaient à bord d'un vol commercial en provenance de France. La mise en

échec de cette tentative d'introduire une grande quantité de MDMA (Drogue de synthèse dérivée de la méthamphétamine) sur le territoire national a été rendue possible grâce à la coordination entre les services de sécurité, mais aussi grâce aux moyens technologiques dont ils disposent (scanner). Les suspects ont été déférés devant le parquet compétent.

Révolte de la conscience - Lettre à Emmanuel Macron

Un collectif de personnalités éminentes du monde de la politique, des arts et de la culture vient de signer une motion adressée au président français, et qui dit en substance : « C'est avec un sentiment d'horreur et de révolte que nous assistons à la poursuite acharnée du massacre à Gaza. Suite à l'attaque du Hamas, l'Etat d'Israël se livre à une véritable entreprise d'extermination des Palestiniens, dans la bande de Gaza mais aussi dans plusieurs lieux de Cisjordanie. Déjà plus de 20 000 morts, dont 9 000 enfants ! Des camps de réfugiés, des écoles de l'ONU, des hôpitaux bombardés... Au prétexte de traquer le Hamas, des journalistes, des poètes, des ingénieurs sont tués, parfois avec toute leur famille, lors d'attentats ciblés. C'est le peuple et l'élite de la société palestinienne que l'armée d'occupation israélienne cherche

à décimer. « Gaza, qui était déjà depuis des années un ghetto, une prison à ciel ouvert, est maintenant un camp de concentration dont les habitants sont promis à la mort, violente ou lente, par la faim et la soif provoquées par la privation délibérée d'eau et d'alimentation!

« Depuis la Seconde Guerre mondiale, nous avons connu peu d'entreprises meurtrières telles que celle-ci. Il est sidérant de constater que des descendants de victimes du nazisme se comportent à leur tour aujourd'hui en génocidaires racistes pour qui les autres, les Palestiniens, ne sont que des « animaux » pour reprendre l'expression de plusieurs hauts responsables israéliens. Ils sont en train de détruire l'héritage spirituel et humaniste du peuple juif et entachent durablement son honneur. « Nous pensons qu'un

peuple opprimé a le droit de résister et de s'insurger, et ne partageons pas pour autant l'idéologie ni les méthodes ; mais en matière de terrorisme, l'Etat d'Israël bat tous les records. Devant la disproportion des armes et du nombre des victimes, nul ne peut invoquer un quelconque droit à la vengeance. Nous sommes bien loin de l'antique loi du talion.

« En tant que président de la République française nous vous demandons d'user de toute votre autorité pour imposer un cessez-le-feu immédiat, l'organisation de secours d'urgence pour la population de Gaza, la reconstruction des maisons, des services publics de santé, d'éducation et la reprise du processus politique pour sortir enfin de ce conflit qui n'en finit pas et menace la paix du monde ».

Guerre à Gaza : la gauche palestinienne à l'offensive

Au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), la gauche se bat pour réaliser l'unité du mouvement national, y compris avec le Hamas, engager une nouvelle stratégie en dehors des accords d'Oslo et obtenir un cessez-le-feu à Gaza.

Le quartier général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) se dresse derrière le siège de l'Autorité palestinienne, à quelques mètres à peine du mausolée érigé à la mémoire du leader historique Yasser Arafat. Mais celui-ci doit certainement se retourner dans sa tombe en constatant combien

l'OLP est aphone et sans réaction face au massacre en cours dans la bande de Gaza. L'attaque perpétrée, notamment par le Hamas, en territoire israélien le 7 octobre, a rebattu les cartes. « Cette opération a ouvert les yeux du monde sur la situation des Palestiniens », fait remarquer Bassam Saleh, secrétaire général du Parti du peuple palestinien (PPP, communiste). Hani Al Masri, directeur de Masarat, le Centre palestinien pour la recherche sur les politiques et les études stratégiques, souligne, lui aussi, que « l'attaque du 7 octobre a mis un coup d'arrêt, d'une part,

à la création d'un nouveau Moyen-Orient sous l'égide des États-Unis dans lequel Israël occuperait une position centrale, d'autre part, à la normalisation des relations entre Israël et l'Arabie saoudite. Un nouveau Moyen-Orient marqué par la marginalisation de la question palestinienne et la poursuite de l'occupation israélienne ». Même Mohammed ben Salman (MBS), prince héritier saoudien, a dû reconnaître que ce qui s'est passé est « le résultat de la poursuite de l'occupation et de la privation du peuple palestinien de ses droits légitimes ».

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA
Alger Bab Ezzouar**

**«POUR VOTRE PUBLICITÉ
S'ADRESSER À:**

**L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger**

Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81

Fax : 021 73 95 59

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

L'ETAT S'EMPLOIE À ACCÉLÉRER L'EXÉCUTION DES PROJETS EN COURS MAIS ÉGALEMENT À EN LANCER DE NOUVEAUX

L'année 2024 s'annonce prometteuse au chapitre de l'économie

L'Etat veut donner un coup d'accélérateur à la croissance. Faisant preuve de bonne foi et de la souplesse suffisante, il a supprimé une série de taxes qui entraînaient une hausse des coûts pour les entreprises. La taxe sur les activités professionnelles en fait partie. La TAP est remplacée par la « Taxe locale de solidarité

L'année 2024 s'annonce prometteuse avec son lot de réalisations et de projets en cours d'achèvement. L'économie devrait dégager une croissance de plus de 4%. Affichant de grandes ambitions, le pays a mis sur la table plus de cent milliards de dollars, dans le cadre de la loi de finances 2024, pour faire marcher son économie. Plusieurs projets vont bénéficier de financement et de mesures de facilitation. Faisant preuve de bonne foi et de la souplesse suffisante, l'Etat a supprimé une série de taxes qui entraînaient une hausse des coûts pour les entreprises



et qui bridait l'économie. La taxe sur les activités professionnelles en fait partie. La TAP est remplacée par la « Taxe locale de solidarité », une nouvelle disposition qui s'applique uniquement aux opérateurs exerçant des activités de transport par canalisation des hydrocarbures et les activités minières. Elle est calculée sur la

base du chiffre d'affaires hors TVA, soit 3% pour le transport par canalisations et 1.5% pour les activités minières. Les chefs d'entreprises ne peuvent que s'en réjouir. Les activités exercées par les « promoteurs d'investissement », soit tous les porteurs de projet dans le cadre du soutien à l'emploi, sont exoné-

rées de l'IRG. La loi de finance dont il est question prévoit également l'extension de l'exonération en termes de taxe foncière au dispositif d'aide à l'emploi des projets autofinancés. Les activités exercées sous le statut d'auto-entrepreneur sont désormais soumises à l'impôt forfaitaire unique (IFU) à un taux de seule-

ment 0,5% au lieu de 5%. L'Etat continue par ailleurs à apporter aide et soutien en matière de nouvelles technologie. Ainsi, sans son article 70, la loi de finances 2024 prévoit l'extension de l'exemption de la TVA, jusqu'au 31 décembre 2026, les frais et redevances liés aux services d'accès fixe à internet, la location de la bande passante destinée à la fourniture d'internet fixe, l'hébergement de serveurs web implantés en Algérie et en .DZ, la conception, le développement et la maintenance des sites web. Le budget de l'Etat pour l'année 2024 est réparti comme suit : les dépenses dédiées aux personnels (5.155,67 milliards de DA), dépenses de gestion des services (632,87 milliards de DA), dépenses d'investissement (2.894,58 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 2.809,36 milliards de DA de crédits de paiement). Par ailleurs, les affectations prévues pour l'année 2024 à la réévaluation des opérations en cours de réalisation ont atteint 489,25 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 396,82 milliards de DA de crédits de paiement.

Youcef S

EN VUE DE STIMULER LA CONSOMMATION

Une série de mesure pour augmenter le pouvoir d'achat

D'importantes quantités de viande fraîche seront importées en 2024 d'Inde. Il est également attendu de la viande blanche en provenance d'Europe pour stabiliser les prix du poulet. La révision des statuts des enseignants de l'éducation, de l'enseignement supérieurs, des chercheurs, du secteur de la santé comme celui de l'hospitalo-universitaire prévu pour 2024 entrainera une hausse des salaires de ce corps de fonctionnaires. Le Président de la république a souligné à maintes reprises que la préservation du pouvoir constituait la priorité des priorités du gouvernement. A cet égard, un ensemble de mesures sera appliqué au courant de l'année 2024 qui touche directement la majorité des ménages. Première mesure : le plafonnement des marges des produits de large consommation qui concernerait 14 produits : le pain, le blé, le lait, le sucre, l'huile, les viandes, volailles, les légumes secs et les fruits et légumes. Ce qui pourrait concourir à la stabilité des prix de ces produits de large consommation. Seconde mesure : l'importation de quantités de viande rouge fraîche et de viande blanche en 2024. Un cadre d'Alviar nous a indiqué que des vétérinaires se sont déplacés en Inde en vue l'importation d'importantes quantités de viande par cet office en prévision notamment du ramadan. Tout comme l'importation par l'ONAB de viande blanche en prévenance

d'Europe. La viande rouge fraîche sera cédée à 1200 da le kilogramme. Tout cela pour faire face à la flambée des prix de la viande rouge et du poulet qui connaissent une flambée des prix sans précédent. Le Président de la République a affirmé dans son discours à la Nation que l'inflation ou la hausse des prix élevée actuellement sera en baisse en 2024. En outre, l'heure est à un branle-bas de combat pour assurer la disponibilité de produits de base. Sans cette disponibilité, il est clair qu'il n'est pas possible de maîtriser les prix, insiste le ministre du commerce. La préservation du pouvoir d'achat passe également par le maintien de la subvention pour les produits de large consommation en 2024 et qui touche le lait, les céréales, l'huile, le sucre, carburants, eau, gaz et électricité. Ces subventions dans la loi de finances 2024 se répartissent ainsi pour les produits alimentaire : 397 milliards de dinars pour les céréales, 86 milliards de dinars pour le lait, 120 milliards de dinars pour l'huile et le sucre, 24 milliards de dinars pour les carburants.

4200 MILLIARDS DE DINARS DE TRANSFERTS SOCIAUX EN 2024

Du coup, les transferts sociaux en 2024 seront très importants à hauteur de 4200 milliards de dinars. Le budget de l'Etat consacre ainsi d'importants montants comme subventions

directes pour les produits alimentaires, en particulier la stabilisation des prix de l'huile de table, de la farine, de la semoule, des légumes secs ainsi qu'à notamment l'électricité, le dessalement d'eau. L'année 2024 consacra également le paiement de la dernière tranche concernant l'augmentation des salaires des fonctionnaires pour parvenir à une hausse des salaires de 47%. Ce sont en particulier les enseignants, les médecins, dentistes et les paramédicaux du secteur public, les pompiers, les policiers qui seront touchés par cette mesure qui sera appliquée 2024. Si on cumule ces tranches, concer-

nant le paiement des salaires des fonctionnaires, un enseignant pourra réaliser un gain de 13.000 dinars par mois, insistent les pouvoirs publics. L'année 2024 sera également réservée à la révision des statuts des enseignants de l'éducation, des enseignants de l'enseignement supérieur, des chercheurs, du médecin et des paramédicaux ainsi que des hospitalo-universitaires. Une mesure reportée. Mais dans le dernier conseil des ministres, le chef de l'Etat a instruit pour que cette révision s'opère en 2024. Ce qui voudrait dire que tout ce personnel sera augmenté en 2024. Il ne faut pas oublier également que le fonds

de régulation des recettes est appelé à la rescousse pour financer l'important déficit budgétaire résultant d'un niveau de dépenses budgétaires sans précédent dans l'histoire du pays. Une situation financière donc qui permet de poursuivre une politique sociale orientée entre autres axes importants sur la préservation du pouvoir d'achat. Mais toutes ces mesures doivent être accompagnées par une meilleure organisation et une meilleure maîtrise du commerce intérieur ainsi qu'une augmentation de l'offre de produits si on veut que ces hausses de salaires ne soient pas absorbées par l'inflation. **Khaled Remouche**

MARCHÉ DES ASSURANCES

LA NOUVELLE LOI EN PROJET REDONNE DE LA SOUPLESSE AU SECTEUR

La promulgation prochaine d'une nouvelle loi régissant le secteur des assurances et la mise sur le marché de nouveaux véhicules devraient redonner de la souplesse et de la rigueur au secteur répondre aux attentes des opérateurs. Instaurant une autorité indépendante de supervision et de régulation des activités de l'assurance, la nouvelle loi régissant ce secteur, tant attendue par les opérateurs privés et publics, devra certainement libérer ces derniers des contraintes auxquelles ils font face actuellement. «L'on s'attend à ce que cette nouvelle loi, qui est présentement en deuxième lecture au niveau du gouvernement, instaure officiellement l'autorité de régulation indépendante revendiquée par les opérateurs du secteur depuis 15 ans», souligne Hassen Khelifati membre du comité directeur de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR).

Selon lui, cette loi devrait aussi permettre une meilleure régulation du marché de l'assurance Takaful et celui en rapport avec l'assurance numérique. «Elle va apporter beaucoup de fraîcheur au marché national», dit-il. S'agissant des assurances Cat-Nat et calamité naturelles, Khelifati affirme qu'il y a eu plusieurs propositions à ce sujet dont celle prônant «l'adoption d'un nouveau dispositif qui rendrait ces assurances obligatoires, notamment dans le secteur agricole». Cette obligation interviendrait après «le retrait graduel des subventions de l'Etat», explique le membre de l'UAR. Pour lui, 2024 sera aussi une année où le parc automobile connaîtra certainement une évolution importante en termes de nouvelles immatriculations, «ce qui va apporter une bouffée d'oxygène au secteur».

R. E.

GOÏTA EST-IL « CONSCIENT » DES PÉRILS QUI LE GUETTENT ?

COURSE CONTRE LA MONTRE POUR APPLIQUER LE PLAN D'ALGER

Le discours du colonel Assimi Goïta président de la transition au Mali au sujet de « l'appropriation nationale du processus de paix », en donnant toutes les chances à un dialogue direct inter-malien pour la paix et la réconciliation, pour, dit-il, « éliminer les racines des conflits communautaires et intercommunautaires » était un discours dangereux pour le Mali.

Si l'on observe la trajectoire de la dérive politique de Bamako, on peut en déduire aisément que le point d'appui qui a produit cette dangereuse suffisance, s'appelle Wagner. Jugez-en.

Goïta a indiqué qu'un « comité chargé de piloter ce dialogue sera mis en place dans un délai d'un mois et il devra déposer son rapport au plus tard en février ».

Le chef de l'Etat malien a, en outre, précisé que « l'unicité, la laïcité de l'État et l'intégrité du territoire ne feront pas partie des sujets de discussion ».

« Nous sommes à une étape charnière de l'avancée de notre pays vers la paix, la sécurité et le développement » a déclaré le président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta.

« C'est pourquoi, capitalisant les avancées réalisées dans le cadre du processus de paix, et tirant les enseignements des défis qui subsistent, j'ai pris l'option de privilégier l'appropriation nationale du processus de paix, en donnant toutes ses chances à un dialogue direct inter-malien pour la paix et la réconciliation, afin d'éliminer les racines des conflits communautaires et intercommunautaires », a-t-il lancé. Il s'agit, selon lui, « de créer les conditions pour que chaque Malien et chaque Malienne puisse s'épanouir dans un environnement marqué par la confiance retrouvée entre les communautés sous la protection de l'État ».

En outre, Goïta a noté qu'un « comité chargé de piloter ce dialogue sera mis en place dans un délai d'un mois et il devra déposer son rapport au plus tard en février ». Cependant, a-t-il précisé, « la lutte contre les groupes armés terroristes se poursuivra jusqu'à la pacification totale du pays. Sur aucune portion du territoire national, il ne devrait y avoir de la place pour ceux qui ont décidé d'atteindre à nos terres et à la vie de nos populations ». Comme on peut le voir dans ce discours en zigzag, les effets de cette politique construite sur « l'effet Wagner » est désastreuse et ses retombées seront plus calamiteuses encore, car il s'agit d'imposer par la force (dont il estime avoir été investi) une feuille de route déjà rejetée par tout l'Azawad.

Les escarmouches vont bientôt (si ce n'est déjà fait) se métamorphoser en bataille rangées et la déflagration de tout le Sahel est déjà annoncée si rien n'est fait pour arrêter cette marche suicidaire du Mali.

Parce qu'il faut comprendre également que les Azawadis sont prêts à faire enliser Bamako dans une guerre sans fin qui va durer dix ans et plus, avec les conséquences que l'on devine sur toute la région maghrébo-saharohélienne.

Pour rappel, l'Algérie est le chef de file des médiateurs internationaux de l'accord de paix et de réconciliation issus du processus d'Alger, signé en 2015, entre le gouvernement malien et les groupes armés rebelles.

Par Oukaci Fayçal

SES ACTIVISTES CALOMNIENT TOUTE CRITIQUE D'ISRAËL AUX ÉTATS-UNIS

« Canary Mission », un réseau qui s'attaque à tout citoyen américain pro-palestinien

L'entité sioniste utilise pour son renseignement les données du site Internet « Canary Mission », qui diffame les critiques des pratiques israéliennes contre les Palestiniens, y compris les Juifs, empêchant ainsi le développement de leur vie professionnelle et leur accès à de bonnes opportunités d'emploi.

Depuis sa création en 2014, le site appelé « Canary Mission » collecte des informations sur les étudiants et les professeurs qui soutiennent la Palestine dans les universités américaines, ainsi que sur les organisations internationales, y compris les médias, et mène une campagne pour diffamer ces personnes et ces organisations comme étant « antisémite ». Le site met sur liste noire les étudiants, les professeurs et toute personne en désaccord avec Israël ou qui soutient les Palestiniens, et publie leurs informations personnelles en ligne sans autorisation. La liste figurant sur le site comprend des organisations étudiantes actives dans des universités américaines, ainsi que de nombreuses institutions telles que le Conseil pour les relations américano-islamiques (CAIR) et la chaîne qatarie Al Jazeera. Bien que Canary Mission cible principalement les étudiants, les universitaires et les immigrants musulmans, arabes et multiethniques, sa liste de diffamation inclut également les Juifs qui s'opposent à l'occupation de la Palestine. Même si les profils que le site publie sur des personnes et des organisations semblent s'appuyer sur des informations de renseignement open source, certaines des informations qu'ils publient sont des informations privées. Dans son article du 22 décembre dans la publication américaine « The Nation » concernant les activités diffamatoires de Canary Mission, le journaliste d'investigation James Bamford a



déclaré que, comme toutes les activités d'espionnage israélien aux États-Unis, les liens du site avec les services de renseignement israéliens et les financiers américains sont « totalement secrets ». Le journal hébreu Haaretz a révélé, dans un article publié en 2018, que de l'argent avait été transféré à Canary Mission via une organisation israélienne appelée « Megamot Shalom » (qui n'a pas de site Internet ni de porte-parole officiel). Selon le journal, l'organisation Megamot Shalom, responsable du financement du site, est dirigée par un certain Jonathan Bash, qui réside à Jérusalem et possède une société appelée « Royal Research », qui fournit des services de recherche et de collecte de données. Selon Haaretz, les renseignements israéliens utilisent les activités de diffamation de Canary Mission pour déterminer quels noms seront interdits d'entrée dans les ter-

ritoires occupés. Le 10 octobre, des blocs d'étudiants se sont réunis à l'Université Harvard après les attaques israéliennes sur la bande de Gaza et ont publié une lettre commune dans le journal universitaire « Harvard Crimson », appelant à une prise de position contre le « génocide » des Palestiniens. Immédiatement après la lettre, le site Internet Canary Mission a préparé des dossiers personnels pour les membres du comité de rédaction de Harvard Crimson, les dirigeants du Comité de solidarité avec la Palestine de Harvard et d'autres clubs universitaires qui ont signé la lettre, et les a publiés sous le titre « Les étudiants de Harvard soutiennent le terrorisme ». Le site Internet « Canary Mission » cible ceux qui élèvent la voix contre l'occupation et les massacres israéliens, à travers trois formes différentes, à commencer par

la publication de photos et d'informations personnelles sur les étudiants et les professeurs, et la préparation de dossiers privés pour chaque personne.

Ensuite, chaque profil d'une personne ou d'une organisation est identifié en y attachant diverses accusations, telles que « antisémitisme », « opposition à Israël » ou « soutien au terrorisme », et des tentatives de « diaboliser » ces profils à travers des comptes pour la plupart anonymes sur les réseaux sociaux.

Enfin, le site publie sur les réseaux sociaux des messages relatifs à des attaques contre des personnes diffamées et soutient leurs propriétaires, car la plupart de ces messages sont des insultes, du harcèlement, voire des menaces de mort, ce qui conduit à créer une pression psychologique sur les personnes qui ont été diffamés.

M.H./ Agences

ELLE A ENTAMÉ SON MANDAT DE MEMBRE NON PERMANENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

L'Algérie investit dans la paix

Le 6 juin dernier, à l'Assemblée générale des Nations unies à New York, 184 pays sur les 193 votants (95% des voix) se sont prononcés en faveur de l'Algérie en tant que nouveau membre non-permanent au sein du Conseil de sécurité pour la période 2024-2025.

De ce fait, l'Algérie entame son mandat en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations unies pour une durée de deux ans.

L'objectif – plutôt les objectifs de l'Algérie – est multiple, de même que les défis qu'elle aura à relever, dont celui, imposant, de faire entendre la voix de ceux qui n'ont pas de voix, donner de la consistance à l'Afrique, privilégier le traitement des causes justes en priorité et plaider en faveur de la réforme du Conseil de sécurité. L'engagement de l'Algérie sera consacré à la concrétisation de l'engagement ferme, maintes fois affiché, par président de la République, Abdelmadjid

Tebboune, de porter la voix de l'Afrique dans cet organe central de l'ONU.

L'Algérie entame son mandat le 1er janvier 2024 aux côtés de la Sierra Leone, de la Corée du Sud, du Guyana et de la Slovénie, et exercera ses fonctions jusqu'au 31 décembre 2025.

C'est la quatrième fois de son histoire que l'Algérie occupe un siège non-permanent au Conseil de sécurité, après les mandats de 1968-1969, 1988-1989 et 2004-2005.

Parmi les priorités de l'Algérie au sein de l'organe principal de l'ONU, le renforcement des règlements pacifiques, la consolidation des partenariats, le soutien au rôle des organisations régionales, la promotion de la place de la femme et de la jeunesse dans les processus de paix, et le renforcement de l'efficacité de la lutte internationale contre le terrorisme.

Concernant les pays de l'Union africaine (UA), l'Algérie œuvrera à activer la demande d'augmentation du nombre de

sièges non-permanents des pays du continent au sein de cette instance, en le portant de 3 à 5, conformément aux recommandations du « Consensus d'Ezulwini » et de la « Déclaration de Syrte ».

L'Algérie contribuera aussi au sein du Conseil de sécurité à l'unification de la voix de l'Afrique pour un meilleur plaidoyer en faveur des questions prioritaires du continent et de ses aspirations légitimes.

Cela a été souligné par le président de la République à de nombreuses occasions, à l'instar de la réunion du Comité des 10 de l'UA, chargé du dossier de la réforme du Conseil de sécurité, tenue en février dernier à Addis-Abeba, où il a affirmé l'engagement de l'Algérie à « œuvrer sans relâche pour faire entendre la voix du continent et ses revendications légitimes et réparer l'injustice historique qu'il a subie ».

I.M.Amine/avec Agence

COMMERCE

Plus de 18.350 infractions enregistrées en 2023 dans 6 wilayas de l'Ouest

La Direction régionale du Commerce de Saïda a enregistré 18.356 infractions commerciales durant l'année écoulée, à travers six wilayas de l'Ouest du pays.

Le chargé d'information, Bouknina Okacha, a déclaré à l'APS que ces infractions, enregistrées à travers les wilayas de Mascara, Relizane, Chlef, Saïda, Tissemsilt et Tiarret, qui ont été supervisées par la direction régionale, ont donné lieu à l'émission de 17.136 procès-verbaux de poursuite judiciaire et la fermeture de 1.206 locaux commerciaux.

Les infractions liées aux pratiques commerciales concernent le défaut d'affichage des prix, de facturation, les pratiques commerciales frauduleuses, le défaut de publication de données légales, l'exercice d'une activité commerciale stable sans être propriétaire d'un local commercial, l'exercice d'une activité commerciale en dehors de l'objet du registre du commerce et pratique de prix illégaux. Les infractions liées aux fraudes comprennent le non-respect de l'hygiène, la tromperie ou la tentative de tromper le consommateur sur la date de péremption ou la durée du produit, le non-respect de la sécurité du produit, l'opposition au contrôle, le non-



respect de l'obligation d'étiquetage, l'exposition de produits impropres à la consommation, toxiques ou dangereux pour l'utilisation humaine ou animale. Les agents de contrôle des pratiques commerciales et de la répression de fraudes des six wilayas ont mené, durant la même période, 255.325 interventions. La valeur des denrées alimentaires et des produits non conformes saisis à travers les six wilayas a été estimée à

plus de 56 millions de dinars, alors que la valeur financière concernant le défaut de facturation, au cours de l'année 2023, s'est élevée à plus de 7 milliards DA. En ce qui concerne la lutte contre la spéculation illégale, les services de contrôle des mêmes wilayas ont réalisé 75.159 interventions, qui ont abouti à l'émission de 4 procès-verbaux, à la suite desquels 37.707 tonnes de produits ont été saisies, d'une valeur finan-

cière estimée à plus de que 907.000 DA. Au cours de la même période, 56 expositions commerciales ont été organisées et 121 certificats d'origine ont été délivrés, dans le cadre d'opérations d'exportation. Le marché régional des fruits et légumes de la commune de Sidi Abdelmoumen (wilaya de Mascara) a été réceptionné et mis en service, durant la même période, selon la même source.

R.N./ avec APS

MISE EN SERVICE DE NOMBREUX PROJETS

Le secteur de la santé s'est renforcé à Boumerdes

Le secteur de la santé de la wilaya de Boumerdes a bénéficié, ces deux dernières années, de nombreux projets dont la mise en service attendue durant l'année 2024, est de nature à impulser le système local de la santé et à consacrer un saut qualitatif dans la prise en charge des malades, ont affirmé, dernièrement, des responsables locaux. "Quelque 14 projets du secteur de la santé ont bénéficié, en 2022 et 2023, d'une levée de gel financière, avec l'affectation à leur profit d'une enveloppe globale de plus de 12 milliards de DA", a indiqué, à l'APS, le directeur local de la santé, Hocine Zekiri. Il a estimé que la concrétisation de ces projets, dont une faculté de médecine, "est de nature à permettre une profonde réorganisation de la carte sanitaire de la wilaya, tout en facilitant l'inscription d'autres projets au profit du secteur, à l'avenir".

Le responsable a cité parmi les projets, la réalisation d'un hôpital de 240 lits dans la ville de Boumerdes, dont le taux d'avancement est estimé à plus de 70%, avec une

prévision de mise en service à la fin du premier semestre de l'année 2024.

Une fois opérationnel, cet hôpital, considéré comme le plus grand de la wilaya, assurera 15 spécialités médicales, dont un service de radiothérapie d'une capacité de 20 lits, outre des services dédiés aux urgences médicales, à la neurochirurgie, aux chirurgies cardiaque, générale et orthognathique, à l'orthopédie, et à la médecine interne.

En 2023, la wilaya de Boumerdes a également vu la relance de deux autres projets vitaux, à savoir, un hôpital de 120 lits spécialisé en médecine générale et psychiatrie à Boudouaou, dont le taux d'avancement est actuellement estimé à 90%, et un autre hôpital de 120 lits à Khemis El Khechna, actuellement en phase d'étude en vue du lancement de son chantier au début de cette nouvelle année.

A cela s'ajoute le projet d'un hôpital de 60 lits à Baghliia, à l'Est de Boumerdes, actuellement au stade d'élaboration des études techniques y afférentes, outre un projet de

centre mère et enfant d'une capacité d'accueil de 80 lits, dont le chantier a été relancé, en 2023, au chef-lieu de wilaya.

Un projet similaire de 60 lits est, également, prévu à Bordj Menail, parallèlement à des opérations de réaménagement de 90 salles de soins à travers la wilaya.

Le directeur de la santé a, aussi, fait cas du lancement, en 2023, des chantiers de cinq polycliniques à Boumerdes, Larbaâtache, Tidjelabine, Ouled Haddadj, et Bordj Menail, en plus de la mise en service de deux hôpitaux privés à Larbaâtache et Boumerdes.

Un programme de réhabilitation d'un nombre de polycliniques a aussi bénéficié d'une levée de gel, à la même période, au même titre que l'acquisition de matériel médical pour l'équipement d'unités et centres médicaux, dont un scanner, du matériel d'hémodialyse, des fauteuils dentaires et du matériel de laboratoire, outre les travaux de réhabilitation des hôpitaux de Thenia, Bordj Menail et Dellys.

R.N. / avec APS

ILS CONCERNENT L'EXERCICE 2023

La wilaya d'Alger signe ses registres comptables

«Il a été procédé, dimanche à Alger, à la signature des registres comptables de la wilaya d'Alger pour l'exercice 2023 en présence des représentants des différents secteurs concernés», selon un communiqué des services de la wilaya. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le wali d'Alger, Nouredine

Rabehi a mis en avant les efforts consentis en 2023, année "économique par excellence", suite à la "batterie de réformes initiées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment la réforme budgétaire lancée en vertu de la loi organique relative aux lois de finances". Pour sa part, la présidente de

l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Nadjiba Djilani a insisté sur l'impératif engagement de l'administration à l'application des lois et à la concrétisation des différents projets de développement. Dans le même sillage, un exposé sur l'année financière de la wilaya a été fait par le trésorier de la wilaya d'Alger. La cérémonie

de signature s'est déroulée en présence du directeur général du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, le président de l'APW, les walis délégués ainsi que des cadres du ministère des Finances et d'entreprises publiques relevant de la wilaya.

R.N.

ADRAR

CHEIKH EL HADJ MOHAMED EL TAZOULI INHUMÉ AU CIMETIÈRE DU PALAIS DE TAZOULT

La dépouille de Cheikh El Hadj Mohamed Harma, dit El Hadj Mohamed El Tazouli, décédé à l'âge de 80 ans, a été inhumée lundi au cimetière du Palais de Tazoult dans la commune Zaouiet Kounta (70 km au sud d'Adrar). Les obsèques du défunt se sont déroulées en présence des autorités locales, de cheikhs et d'une foule nombreuse de fidèles.

Cheikh El Hadj Mohamed El Tazouli a consacré sa vie à l'éducation de générations de fidèles, à l'enseignement du saint Coran et des sciences islamiques et à la formation des imams dans son école coranique du Palais de Tazoult. Né en 1945 dans le village de Tazoult, commune de Zaouiet Kounta, Cheikh Mohamed Ben Salem Harma El Tazouli a commencé son parcours d'érudition par l'apprentissage du saint Coran et des principes des sciences de la charia auprès de son Cheikh et oncle El Hadj Mbarak Harma, avant de rejoindre en 1964 l'école Attahiria à Sali (Adrar) pour puiser savoirs et connaissances auprès de son Cheikh Sidi Moulay Lahbib, successeur de Cheikh Moulay Ahmed Attahiri.

Le défunt laisse derrière lui un héritage intellectuel et d'érudition prônant le juste milieu et la modération et bannissant le fanatisme et l'extrémisme.

R.N.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

35 MORTS ET 1415 BLESSÉS EN UNE SEMAINE

Trente-cinq (35) personnes sont décédées et 1415 ont été blessées dans 1131 accidents de circulation enregistrés durant la période du 24 au 30 décembre 2023 à travers le pays, a indiqué, hier, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Sétif, avec 4 morts et 62 blessés suite à 49 accidents de la circulation.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 878 interventions pour procéder à l'extinction de 527 incendies notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (64 incendies), Tlemcen (29) et Blida (27), ajoute la même source.

Selon le même bilan, 5761 interventions ont été effectuées par les éléments de la Protection civile durant la même période pour le sauvetage de 600 personnes en situation de danger, ainsi que 4940 opérations d'assistance diverses.

N.S.

MARCHÉ DU GAZ EN 2024

EVOLUTIONS VARIABLES DE LA DEMANDE ET INQUIÉTUDES PERSISTANTES EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT

Les attentes du marché du gaz en 2024 tendent à poursuivre leur croissance en termes de consommation, de production et de prix, avec des estimations variables selon les principales régions, notamment aux États-Unis, en Europe, en Asie et au Moyen-Orient. Les attentes concernant la demande mondiale de gaz naturel semblent modestes en 2024, ce qui se reflétera dans les prix susceptibles d'augmenter par région, mais elles resteront moins sévères que celles de 2022. D'autre part, le marché du gaz devrait connaître une augmentation de l'offre de gaz liquéfié en 2024, les exportations américaines devant dépasser 12 milliards de pieds-cubes par jour, pour la première fois de son histoire, selon les estimations des États-Unis. Administration de l'information sur l'énergie. L'Agence internationale de l'énergie s'attend à ce que le marché du gaz connaisse en 2024 une croissance modérée de la demande mondiale, de l'ordre de 1,5 %, avec une consommation en baisse en Europe et en augmentation principalement en Asie, dans le Pacifique et au Moyen-Orient. Alors que la croissance de la demande mondiale de gaz naturel devrait s'accroître au cours des années 2025 et 2026, portée par l'émergence de l'impact de forts ajouts aux capacités mondiales de liquéfaction du gaz naturel dans de nombreux pays, selon ce qui a été suivi par le Unité de recherche en énergie. La demande de gaz naturel devrait augmenter de 1,5% pour atteindre 4,13 billions de mètres cubes en 2024, contre environ 4,07 billions de mètres cubes en 2023 et 4,06 billions de mètres cubes en 2022. Les estimations de l'augmentation de la demande en 2025 s'étendent à 4 210 milliards de mètres cubes, après quoi elle augmentera à 4 320 milliards de mètres cubes en 2026. Les faibles attentes d'un ralentissement de la croissance du marché du gaz en 2024 reposent sur plusieurs estimations, notamment une baisse du taux de croissance du PIB mondial à moins de 3 % en 2023, puis à 2,6 % en 2024, soit le pire taux de croissance depuis le début de l'année.

M.H./ avec Agences

MONNAIES

LE DOLLAR COMMENCE L'ANNÉE DANS LE VERT

Le dollar commençait l'année dans le vert mardi après un indicateur économique européen et le séisme au Japon. Vers midi, le dollar prenait 0,57% à 1,0982 dollar pour un euro. Le billet vert profitait de la publication de l'estimation définitive des indicateurs d'activité PMI en décembre sur l'industrie pour la zone euro par l'agence S&P Global, faisant état d'une forte réduction de la production dans le secteur manufacturier. Il grimpeait également face au yen, prenant 0,59% à 141,73 yens pour un dollar. Un séisme a ravagé lundi la péninsule de Noto, dans le centre du Japon. Le séisme pourrait pousser la Banque du Japon (BoJ) à persister un peu plus longtemps dans sa politique monétaire ultra-accommodante, ce qui en comparaison soutient le dollar. Mais le modeste rebond du billet vert reste menacé par les attentes des investisseurs de baisses de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed). Les investisseurs surveilleront à présent la publication de données américaines sur l'inflation et l'activité pour tenter d'anticiper quand les baisses de taux pourraient démarquer, certains investisseurs tablent sur un début de cycle de reflux dès le mois de mars, affirment des analystes.

(APS)

VIA LA PLATEFORME «E-RECOURS»

Plus de 634.000 réclamations d'assurance automobile traitées depuis 2022

Le président de l'Union algérienne des sociétés d'assurances et de réassurances (UAR), Youcef Benmicia vient d'annoncer que «la plateforme numérique inter-compagnies d'assurances dédiée à la branche automobile a permis depuis sa mise en place en 2022, le traitement de plus de 634.000 réclamations, pour un montant de 35,82 milliards de dinars.»

«**D**epuis le lancement de la plateforme e-recours, 634.731 réclamations inter-compagnies ont été échangées pour un montant de 35,82 milliards de dinars, soit une moyenne de 2.027 réclamations par jour. 116.394 réclamations pour un montant de 6,38 milliards de dinars concernent uniquement des sinistres survenus en 2023», a-t-il précisé dans un entretien accordé à la revue «Indjazat». La plateforme digitale e-recours mise en place en octobre 2022 sous la supervision de l'UAR, est une initiative qui s'inscrit dans la stratégie de transformation numérique du secteur des assurances, visant à améliorer la qualité des services offerts aux citoyens, selon le responsable de l'UAR. Benmicia a souligné dans ce contexte que cet outil jouait actuellement un «rôle-clé» dans le traitement des réclamations inter-compagnies pour les sinistres automobiles matériels, entraînant «une réduction notable des délais, une amélioration de la qualité des services et une transparence renforcée».



«La plateforme e-recours offre des avantages en termes de gouvernance en centralisant les données, facilitant le suivi et le contrôle, améliorant la gestion des risques, favorisant la collaboration et la coordination, ainsi qu'en fournissant des rapports et des analyses pertinentes», affirme encore le premier responsable de l'association professionnelle. Le taux de traite-

ment des réclamations échangées, à fin septembre 2023, a atteint déjà 83% du total enregistré, d'après les chiffres du président de l'UAR. Concernant le nombre de transactions effectuées par voie électronique dans le secteur des assurances Benmicia a fait savoir qu'il ne fait qu'augmenter», passant de 8.372 transactions en 2021 à 23.571 transactions en 2022, soit un bond de

plus de 181%. Pour l'année 2023, «nous étions déjà au-delà du niveau de l'année 2022 en mois d'août, avec 24.236 transactions et nous nous attendons à enregistrer plus de 35.000 transactions pour toute l'année, soit une progression de 48% par rapport à 2022», a-t-il détaillé, estimant que la tendance de croissance est «forte et très encourageante».

R.E.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ

Le ministre du commerce mobilise les cadres de la Direction régionale d'Alger

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a présidé une séance de travail avec les cadres de la Direction régionale et de la Direction du commerce et de la promotion des exportations d'Alger consacrée aux mesures à prendre pour assurer la disponibilité des produits de large consommation, aux préparatifs en prévision du mois de

Ramadhan et à l'intensification du travail de contrôle, selon un communiqué du ministère.

Cette réunion, tenue dimanche dernier au siège du ministère en présence des cadres centraux, s'inscrit dans le cadre de la série de rencontres avec les directeurs et cadres du secteur, précise le communiqué.

La rencontre était «l'occasion de pas-

ser en revue et de discuter des mesures à prendre pour assurer l'approvisionnement et la disponibilité des produits de large consommation, des préparatifs en prévision du mois de Ramadhan et de l'intensification du travail de contrôle pour veiller sur la santé des consommateurs», conclut la même source.

R.E.

PÊCHE

Parution du «Guide des bonnes pratiques environnementales pour une aquaculture marine durable»

Le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques a annoncé, dimanche dernier, la parution du «Guide des bonnes pratiques environnementales pour une aquaculture marine durable», comportant des recommandations pratiques adaptées en vue de réduire l'impact des activités d'aquaculture sur l'environnement. Ce guide a été élaboré, dans le cadre des activités du projet de protection de l'environnement et de la biodiversité du littoral algérien (PEBLA), par les minis-

tères de la Pêche et des Productions halieutiques et de l'Environnement et des Energies renouvelables en coopération avec l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ). Ce guide qui porte sur la protection de l'environnement, la qualité des produits, les normes de travail, la protection des consommateurs et le bien-être animal, repose sur des connaissances techniques et scientifiques, visant la réalisation d'une gestion durable de l'aquaculture.

APS



EL TARF: OUVERTURE DU DERNIER TRONÇON DE L'AUTOROUTE EST-OUEST

Un impact économique positif pour l'extrême est du pays

Outre de développer les relations économiques avec la Tunisie, cette infrastructure contribue à l'amélioration des conditions de vie des habitants des communes situées sur la bande frontalière et à briser l'isolement de nombreuses localités.

Les rejaillissements socioéconomiques de l'ouverture, à la mi-août 2023, de l'ultime tronçon de l'autoroute Est-ouest, reliant sur 84 km la commune de Dréan (El Tarf) à la frontière algéro-tunisienne, sont aujourd'hui tangibles. L'ouverture à la circulation de cette dernière partie de l'autoroute Est-ouest, qui passe par les communes de Dréan, de Besbes, de Sidi Kaci, de Zerizer d'Ain El Assel et d'El Tarf, et traverse la zone de Khenguët Aoun, a permis de «fouetter» l'activité économique dans ces régions de l'extrême-est du pays et d'y stimuler le développement. Le directeur par intérim des travaux publics de la wilaya d'El Tarf, Fateh Bouali, a souligné, dans une déclaration à l'APS, «l'importance de l'ouverture à la circulation de ce tronçon qui traverse 6 communes dès lors que cela permet, d'une part, de rentabiliser l'autoroute Est-ouest dans sa partie orientale, de faciliter, d'autre part, les échanges économiques entre l'Algérie et la Tunisie». De plus, a ajouté le même responsable, la sécurité des usagers de la route y est assurée grâce à la qualité des travaux sur ce segment d'autoroute de 84 km qui répond, en outre, aux besoins des populations, brise l'isolement de nombreuses localités de la région et améliore les conditions de vie des habitants des communes situées sur la bande frontalière.

M. Bouali a également précisé que le tronçon de l'autoroute Est-ouest traversant la wilaya d'El Tarf, réalisé par des entreprises étrangères mais avec la contribution de nombreuses compé-



tences algériennes, comprend 57 ouvrages d'art et 4 grands échangeurs à Dréan, El Tarf, Boutheldja et Ain El Assel. Ces bretelles, a-t-il ajouté, contribuaient de manière significative à relier «confortablement» ces communes à l'autoroute Est-ouest et permettaient également d'alléger la pression sur les routes nationales 44 et 84-A (El Tarf-Annaba-frontière tunisienne), surtout pendant l'été qui provoque un afflux considérable de touristes se rendant dans cette wilaya où se dirigeant vers la Tunisie.

M. Bouali a ajouté que l'autoroute Est-ouest a également permis aux habitants des communes de l'ouest et du sud-ouest de la wilaya d'El Tarf, souhaitant se rendre au chef-lieu de wilaya, d'éviter de traverser les agglomérations situées le long de la RN 84 et de se soustraire aux embouteillages enregistrés dans la partie ouest, notamment après la livraison de milliers de logements et l'accroissement de la densité de population. L'Algérienne des Autoroutes a récemment achevé l'opération de mise en place de feux de circulation et de signalisation verticale et horizontale, pour assurer la sécurité des automobilistes, selon le directeur régional Est de l'Algérienne des autoroutes, Mohamed-Salah Kafi. Le

même responsable a expliqué que la société déploie d'importants efforts pour soutenir et accompagner les usagers de l'autoroute en mobilisant cinq (5) équipes d'entretien travaillant en continu, de jour comme de nuit, toujours prêts à intervenir pour effectuer, le cas échéant, des travaux d'entretien, aussi bien sur la chaussée que sur les bas-côtés, les glissières de sécurité... etc. S'agissant de l'équipement de l'autoroute au moyen de stations-service et de stations de péage, M. Kafi a fait savoir que l'ensemble des études techniques préalables à la réalisation de deux stations-service, dans les communes de Dréan et de Boutheldja, et de deux stations de péage à Dréan et El Tarf ont été finalisées en vue du lancement des appels d'offres y afférents «avant la fin de l'année en cours».

L'objectif, selon ce responsable, étant d'assurer la sécurité et le confort des usagers empruntant cette portion d'autoroute.

De son côté, le groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'El Tarf a mis en place, parallèlement à l'ouverture à la circulation de ce dernier tronçon d'autoroute, une brigade spécialement chargée de surveiller l'ouvrage et la circulation

automobile. Les gendarmes ont également pour mission de mettre fin, en usant des moyens légaux, aux comportements dangereux de certains automobilistes et motocyclistes qui semblent éprouver un malin plaisir à s'adonner à des «rodéos» ou à effectuer des pointes de vitesse bien au-delà des limites permises, ce qui représente un réel danger aussi bien pour eux-mêmes que pour les autres usagers.

Le capitaine Asma Boukhari, responsable de l'information au groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'El Tarf, a indiqué à l'APS que la tâche de cette brigade motorisée, dotée de motos rapides et de voitures équipées de radars, consiste à surveiller le trafic et à photographier chaque infraction ou manœuvre dangereuse. Les gendarmes, s'appuyant sur l'élément de surprise, sont appelés à faire montre de dynamisme, de rapidité d'intervention mais aussi de flexibilité dans leur travail, l'objectif consistant à mettre un terme à tels comportements à l'origine de graves accidents de la circulation.

Pour sa part, Nacer Bouaziz, professeur d'économie à l'université de Guelma, a estimé que l'autoroute Est-ouest, dans sa partie orientale, est «un acquis stratégique important» et un «vecteur fondamental de développement économique, social et touristique de la région». Il a souligné que l'ouvrage «aura sans doute un impact positif significatif, non seulement sur l'économie nationale mais aussi sur l'économie régionale et africaine, et contribuera à améliorer les conditions de vie de la population locale, à briser l'isolement des villages ruraux reculés, en particulier ceux situés dans la bande frontalière, à créer de larges perspectives de développement, en plus de constituer un facteur de mobilité sans précédent dans la région en facilitant, notamment, les échanges commerciaux et touristiques entre les deux pays frères, l'Algérie et la Tunisie».

R.R

2023 À DJELFA :

Une nouvelle ligne ferroviaire Nord-Sud pour relier plusieurs régions du pays

L'année 2023 à Djelfa aura été marquée par un renforcement qualitatif du secteur des transports avec l'inauguration d'une nouvelle ligne ferroviaire, une infrastructure de base majeure considérée comme un véritable trait d'union entre différentes régions de cette partie de la steppe, mais aussi un catalyseur pour les activités socio-économiques.

Il s'agit de l'entrée en service de la nouvelle ligne, dite pénétrante ferroviaire Nord-Sud, reliant Boughezoul (Médéa) à Djelfa, sur une distance de 140 km, puis Djelfa à Laghouat, sur 110 km. Un projet inauguré par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de sa visite à Djelfa en octobre dernier. Lancés en chantier fin 2012, les travaux de la ligne ferroviaire Boughezoul (Médéa)-Djelfa-Laghouat ont été confiés à plusieurs entreprises nationales, dont la Société d'études et de réalisation d'ouvrages d'art de l'ouest (SEROR), le groupe COSIDER TP/OA, l'en-

treprise ESTEL RAIL, spécialisée dans les systèmes de signalisation et de communication pour chemins de fer, et la Société nationale de réalisations d'infrastructures ferroviaires (INFRARAIL).

Après plusieurs retards de réalisation, les travaux de ce projet colossal, doté d'une enveloppe globale de 51 milliards de DA, ont été finalement concrétisés par l'Agence nationale d'études

et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF). Il nécessita néanmoins d'autres enveloppes supplémentaires pour son parachèvement, en raison de multiples retards. Depuis leur inauguration, les deux axes de cette ligne connaissent un trafic intense de voyageurs. Certains l'empruntent pour leurs besoins de transport, tandis que d'autres l'adoptent par curiosité, histo-

re d'expérimenter le voyage par train, dont le sifflet a retenti de nouveau à Djelfa, après une absence de quatre décennies. La ligne Boughezoul-Djelfa-Laghouat a contribué «dans une grande mesure» à la facilitation des déplacements des citoyens, s'est félicité le directeur local de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), Mohamed Yacine Djabouri, citant pour preuve la «hausse

quotidienne du nombre de personnes empruntant ce moyen de transport, dont la moyenne est estimée entre 350 à 400 voyageurs/Jour». Pour rappel, en 2022, la wilaya avait bénéficié de la mise en service d'une nouvelle ligne ferroviaire Est-Ouest, reliant M'sila à Tissemsilt en passant par Boughezoul (Médéa). Celle ligne traverse trois communes du Nord de Djelfa, El-Birine, Sidi Laâdjil et Hassi Fdoul, renforcées, en la circonstance, par des gares ferroviaires avec une architecture moderne, et enregistrant quotidiennement un trafic intense de voyageurs. A noter, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné lors de sa visite dans la wilaya, un renforcement futur de la ligne ferroviaire Nord-Sud, par une autre pénétrante ferroviaire Boughezoul (Médéa)-Chiffa (Blida), un projet sur lequel les autorités fondent beaucoup d'espoirs pour contribuer à l'essor de l'économie locale.

APS

MASCARA

La wilaya sera bénéficiaire des transferts de l'eau de mer dessalée

Lors d'un point de presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, M. Derbal a souligné que «la wilaya de Mascara sera introduite dans l'étude globale de transfert de l'eau de mer dessalée et qu'elle sera l'une des wilayas bénéficiaires de ces projets, en application

des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant le transfert de l'eau de mer dessalée en faveur des wilayas distantes des zones côtières de 150 km. Dans ce contexte, il a souligné qu'«après l'entrée en service de la station de dessalement

d'eau de mer de la zone de Cap Blanc (wilaya d'Oran), la wilaya de Mascara bénéficiera de quantités supplémentaires d'eau potable, outre la sécurisation des besoins de cette wilaya en cette matière vitale à partir de la station de dessalement d'eau de mer de la Mac-

LES INÉGALITÉS SE CRE

L'accès à des emplois de qualité est le meilleur levier de sortie de la pauvreté. Pour créer des emplois, les entreprises doivent grandir et surmonter toute une série de difficultés : accès limité aux financements, concurrence déloyale, carences de l'État de droit, obstacles réglementaires, conditions peu propices à l'activité entrepreneuriale... Quelles solutions innovantes pourraient être mises en place pour stimuler une croissance porteuse d'emplois ? Les experts de la banque mondiale mettent l'accent sur l'importance d'un meilleur accès aux financements et à la technologie et la nécessité de développer les échanges commerciaux, mettant en lumière les programmes nationaux qui s'efforcent de lutter contre la pauvreté et de bâtir un avenir meilleur et plus inclusif pour tous. Les pays en développement concentrent 84 % de la main-d'œuvre mondiale, et ce chiffre ne cesse de croître. D'ici à 2040, l'Afrique devra générer 2 millions d'emplois chaque mois pour absorber la croissance démographique. Et en Asie du Sud,

soient. Autre levier d'action : faciliter la mobilité internationale de la main-d'œuvre, et mettre à contribution le secteur privé en nouant davantage de partenariats axés sur les compétences. Amal Hassan, fondatrice et PDG d'Outsource Global (Nigéria), a expliqué comment son entreprise s'engage avec volontarisme à accompagner le perfectionnement professionnel et la réussite de ses employés. Une priorité que partage Basima Abdulrahman, fondatrice et PDG de KESK, une entreprise d'énergie solaire implantée en Iraq. L'entrepreneuse a ainsi mis l'accent sur l'importance de former et encourager le personnel, et évoqué comment elle avait elle-même forgé son expérience sur le tas et bravé les préjugés dans un secteur de la tech où les femmes sont rares. Axel van Trotsenburg, directeur général senior de la Banque mondiale pour les politiques de développement et les partenariats, a dit combien il est important, pour relever le défi de l'emploi, d'investir dans l'éducation tout au long de la vie, mais aussi d'assurer l'accès au crédit, au numérique et à des infrastructures fiables. Les pays, a-t-il souligné, doivent créer les conditions qui permettront aux entrepreneurs, et en particulier aux femmes et aux jeunes, de réussir.

mondiale qui vivent avec moins de 6,85 dollars par jour, c'est-à-dire le seuil de pauvreté fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Ce sont les plus vulnérables qui ressentent le plus fortement les effets de la pauvreté. Un récent rapport de la Banque mondiale et de l'UNICEF a notamment révélé que les enfants représentent plus de la moitié des personnes en situation d'extrême pauvreté, alors que leur part dans la population totale n'est que de 31 %. Selon Luis-Felipe Lopez-Calva, directeur mondial du pôle Pauvreté et équité de la Banque mondiale, « mettre fin à la pauvreté est un défi qui nécessite une approche multidimensionnelle ». Et de poursuivre : « Les pays ne peuvent pas lutter efficacement contre la pauvreté et les inégalités sans améliorer le bien-être des populations, notamment par un accès plus équitable à la santé, à l'éducation et aux infrastructures de base. Cette action aura d'autant plus d'impact sur les communautés et les générations à venir si elle s'emploie à favoriser l'autonomie des femmes et des jeunes. Les responsables politiques doivent intensifier leurs efforts pour développer leurs économies tout en protégeant les personnes et les familles les plus vulnérables. Cela passe par un renforcement des investissements dans les systèmes de protection sociale. « À long terme, l'emploi est le moyen le plus sûr de réduire la pauvreté et les inégalités. Un emploi régulier fournit aux individus et aux familles une source essentielle de revenus et leur permet d'améliorer leur situation économique, de se constituer un patrimoine et d'investir dans l'éducation, la santé et la nutrition, ce qui contribue à briser le cycle de la pauvreté intergénérationnelle. Il leur confère également la dignité associée au travail. La plupart des personnes en âge de travailler dans les pays en développement occupent cependant des emplois informels, peu productifs, mal rémunérés et précaires. En outre, les femmes, les jeunes filles et les personnes âgées sont surreprésentées dans ces emplois. Avec près de 4 millions de jeunes qui devraient atteindre l'âge de travailler chaque mois dans le monde jusqu'en 2030, les pays doivent se concentrer sur la création d'emplois de qualité dans le secteur formel, qui permettent généralement de bénéficier d'une assurance maladie, d'un régime de retraite et d'une couverture sociale. L'élargissement de l'accès des enfants et des jeunes à de meilleures possibilités d'éducation peut leur permettre d'acquérir les compétences dont ils auront besoin pour prétendre à de bons emplois à l'avenir. Toutefois, la création de cet environnement favorable au niveau national nécessitera également des efforts concertés pour que le contexte mondial soit lui aussi plus porteur. La fracture financière et le poids croissant de la dette limitent considérablement la capacité de nombreux pays en développement à fournir les services dont leur population a besoin.

« Trop de personnes qui aspirent à un avenir plus prospère sont laissées pour compte. Cela est en grande partie lié au fait que leurs pays souffrent d'une situation économique tendue et d'une marge de manœuvre budgétaire limitée », indique Li Junhua, secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires économiques et sociales. « La communauté internationale doit faire en sorte que les pays en développement disposent d'une latitude suffisante pour mieux répondre aux besoins de leurs citoyens. »

UNE APPROCHE MULTIDIMENSIONNELLE

La pauvreté est aussi étroitement liée à la menace existentielle que fait peser le changement climatique. Des millions de personnes pauvres résident dans des zones fortement exposées aux inondations, aux cyclones, aux sécheresses, à la chaleur intense ou à d'autres phénomènes météorologiques extrêmes. « Les conséquences du changement climatique menacent des vies et des

moyens de s... alerte Li Jun... mieux compr... politiques et... mettre fin à l... « Les décideu... politiques qu... tance des pau... nérabilité au... contribuent à... l'avenir. L'act... levier favoris... ment par la... l'économie v... matière de pa... rités entre le... toutes les rég... au point mo... entre homme... ne dans le ré... dans une ré... l'Afrique du... fossé est loin... diale, le man... % du PIB par... participation... hommes et le... bilité aux cris... de la transfor... de la mutatio... logique. Paro... implications... pensable q... publiques, d... ments fassen... vité. Cela sup... des facteurs... femmes, mai... puissent pren... pement vert... bénéfiques. Le... portance de l... emplois de d... structurelle e...

EMPLOIS NUMÉRIQUES

Le pôle mon... numérique ai... saires à une... sable et inclu... leur transiti... tration et une... Fers de lance... numériques... uniques pour... et connecter... emplois. Lors... ou pandémie... fil qui perm... publics et aux... des enjeux d... peuvent libé... solutions dan... bancaires vir... 2022, quelqu... toujours pas... grande major... développeme... reste un obst... habitants (4... n'utilisaient... alors même q... sont dotées. L... œuvre à leve... transformati... clés, comme l... net rapides, f... tion financiè... demande d'a... plateformes r... tions publiq... puissent plei... digitale. Favo...

D'ici à 2040, l'Afrique devra générer 2 millions d'emplois chaque mois pour absorber la croissance démographique. Et en Asie du Sud, plus d'un million de jeunes viennent grossir chaque mois les rangs de la population en âge de travailler. L'enjeu est de développer non seulement la quantité, mais aussi la qualité des emplois : dans les pays en développement, sept personnes sur dix occupent des emplois précaires et peu rémunérateurs.

plus d'un million de jeunes viennent grossir chaque mois les rangs de la population en âge de travailler. L'enjeu est de développer non seulement la quantité, mais aussi la qualité des emplois : dans les pays en développement, sept personnes sur dix occupent des emplois précaires et peu rémunérateurs. Investir dans le capital humain, c'est permettre aux individus d'être en bonne santé et d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour occuper les emplois d'aujourd'hui et préparer ceux de demain. C'est se doter d'une main-d'œuvre solide, capable d'évoluer et de s'adapter aux mutations mondiales, et notamment à la transformation technologique et au changement climatique. Quelles solutions pour booster la création d'emplois et l'entrepreneuriat ? De l'avis des experts, il est avant tout essentiel de former les gens et d'éliminer les obstacles qui entravent l'accès des femmes et des jeunes au marché du travail. Mamta Murthi, vice-présidente de la Banque mondiale pour le développement humain, insisté sur l'intérêt pour les gouvernements d'investir dans la population et le capital humain, car c'est un investissement parmi les plus rentables qui

L'EMPLOI, LA VOIE POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ

Quelque 50 % de la population mondiale qui vivent avec moins de 6,85 dollars par jour, c'est-à-dire le seuil de pauvreté fixé pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. L'éradication de la pauvreté est toujours un enjeu mondial majeur. Aujourd'hui, près de 700 millions de personnes dans le monde vivent dans l'extrême pauvreté, avec moins de 2,15 dollars par jour. Après des décennies de recul constant, les crises qui se superposent et les chocs à répétition survenus entre 2020 et 2022 ont fait reculer d'environ trois années les progrès de la lutte contre la pauvreté. Au rythme actuel, le monde n'atteindra pas l'objectif d'éliminer d'ici 2030 l'extrême pauvreté, qui touchera encore près de 600 millions de personnes selon les projections de la Banque mondiale. L'extrême pauvreté se concentre dans les endroits où elle sera la plus difficile à éradiquer : les pays les moins avancés, les zones touchées par les conflits et les régions rurales isolées. Les perspectives sont par ailleurs sombres pour les quelque 50 % de la population

ECONOMIQUE MONDIALE

LES FEMMES NE PEUVENT PAS PROUVER LEUR IDENTITÉ DANS LE MONDE

subsistance dans le monde entier», a déclaré le directeur général de la Banque mondiale, David Malpass. «Si nous ne parvenons pas à établir ce lien et à l'intégrer dans nos plans de développement, la promesse de la croissance inclusive ne se réalisera jamais.» Les gouvernements devraient adopter en priorité des politiques qui améliorent les moyens de subsistance et réduisent les vulnérabilités face aux risques climatiques demain et à atténuer les dangers climatiques à court terme. La transition climatique peut aussi être un moteur de croissance inclusive, notamment la création d'emplois de qualité dans le secteur privé», ajoute M. Lopez Calva. En matière de participation à la vie active, les disparités entre les sexes restent importantes dans de nombreuses régions du monde, et les progrès sont lents depuis trois décennies. L'écart entre les hommes et les femmes est de 30 % en moyenne dans le monde, mais il atteint jusqu'à 56 % dans des régions comme le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Le coût économique d'un tel écart est considérable : à l'échelle mondiale, les femmes perdent environ 20 % de leur potentiel de croissance par habitant. En outre, les inégalités de revenus et de participation au marché du travail entre les sexes ont des conséquences négatives sur leur capacité à tirer profit de la croissance structurelle des économies, de la transition numérique et de la transition écologique que ces évolutions auront des conséquences différentes selon le sexe, il est indispensable d'adopter un ensemble de politiques et de programmes et des investissements qui assurent la preuve d'anticipation et de réactivité. Cela implique non seulement de tenir compte des besoins de vulnérabilité qui affectent les femmes, mais surtout de faire en sorte qu'elles puissent participer à un processus de développement durable et inclusif, et en récolter les fruits. Les experts mettent en lumière l'importance de la participation des femmes pour les années à venir, sur fond de transformation numérique et de transition verte.

LE DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE

La Banque mondiale recommande aux pays africains, dans un rapport publié en mars 2023, d'intensifier leur utilisation productive des technologies numériques afin de favoriser la création d'emplois les quelques 22 millions d'Africains qui entrent sur le marché du travail chaque année. Ce rapport, intitulé «Afrique numérique : Transformation technologique pour l'emploi», analyse en détail la manière dont les technologies numériques peuvent favoriser la transformation économique et stimuler l'emploi dans la région ; et met également en lumière le rôle des réformes politiques et réglementaires dans l'élargissement de l'accès aux outils numériques et dans le développement de leur utilisation. Selon la Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne est la région au monde où l'on constate le plus grand écart entre la disponibilité de l'infrastructure numérique et l'utilisation réelle qu'en font les individus. Les taux d'utilisation varient selon les pays, de 6 % au Soudan du Sud à 53 % en Afrique du Sud. «L'utilisation très limitée de l'internet mobile est une occasion manquée pour la croissance inclusive en Afrique», déplore l'économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique, Andrew Dabalen, tout en soulignant que «combler ce retard renforcerait le potentiel du continent à créer des emplois pour sa population qui augmente et à stimuler la reprise économique dans un monde hautement numérisé». La directrice mondiale pour le Développement numérique à la Banque mondiale, Christine Zhenwei Qiang estime de son côté, que «pour faire en sorte que la disponibilité d'internet se transforme en un usage productif et une croissance de l'emploi, la région a besoin d'un accès abordable, de compétences et de technologies numériques qui répondent aux besoins des Africains». Elle considère ainsi que «des réformes sectorielles continues et des investissements publics ciblés qui soutiennent les fondements de l'économie numérique et l'adoption de ces technologies peuvent aider à réduire la fracture digitale et à libérer un potentiel énorme de création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour une population en pleine expansion».



cial. Près de 850 millions de personnes dans le monde ne peuvent pas prouver leur identité, ce qui restreint leur accès aux services et aux opportunités numériques. Les disparités entre les sexes persistent : les femmes sont 259 millions moins nombreuses que les hommes à utiliser internet, même si elles représentent près de la moitié de la population mondiale. La proportion d'internautes en milieu urbain est deux fois plus élevée que dans les zones rurales. Enfin, dans les économies à faible revenu, 39 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans utilisaient l'internet fin 2022, contre 23 % ailleurs dans le monde. Les technologies numériques ont par ailleurs la capacité de transformer les marchés et les opportunités économiques. En 2021, les technologies et services mobiles ont généré une valeur ajoutée économique de 4 500 milliards de dollars, soit 5 % du PIB mondial. Cependant, après la pandémie, les populations vulnérables des pays en développement et des pays développés dépourvus d'accès aux technologies numériques ou qui ne peuvent les utiliser risquent d'être exclues de la reprise post-COVID, ce qui pourrait avoir des répercussions profondes. Quelles solutions adopter pour que les pays récoltent les fruits du numérique et participent pleinement à l'économie digitale mondiale ? Résorber la fracture numérique dans le monde : même si la diffusion des innovations technologiques dans le monde est rapide, des milliards de personnes n'ont encore jamais utilisé l'internet. Se préparer aux emplois de demain : le travail se métamorphose par l'innovation : de nouveaux métiers apparaissent, d'autres évoluent. Pour devenir compétitifs dans l'économie numérique, les pays devront donner la priorité à l'éducation et doter leur main-d'œuvre de compétences numériques, tout en mettant en place des filets de sécurité pour accompagner ces transitions. Développer des systèmes numériques sûrs et fiables : face à l'essor du numérique dans le monde, le renforcement des capacités dans la cybersécurité ou la protection des données n'a jamais paru aussi essentiel.

ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

La Banque mondiale a approuvé un programme d'un montant de 266,5 millions de dollars (financé par l'IDA) visant à améliorer l'accès à internet en Gambie, en Guinée, en Guinée-Bissau et en Mauritanie, et à promouvoir un marché numérique unique en Afrique de l'Ouest. Cette initiative régionale donnera lieu à une collaboration avec l'Union africaine, l'alliance Smart Africa et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) afin de renforcer les capaci-

tés institutionnelles de gestion et de promotion des marchés numériques. Le Programme régional pour la transformation numérique de l'Afrique et l'intégration numérique en Afrique de l'Ouest s'attachera à réduire la fracture numérique en abaissant le coût des services internet dans la région, en encourageant la concurrence entre les fournisseurs de services et en améliorant les infrastructures sous-jacentes, avec à la clé de nouvelles perspectives d'emploi et l'accès à des services pour 1,3 million d'habitants, l'objectif étant notamment de toucher 50 % de femmes et les personnes en situation de handicap. Malgré les progrès réalisés dans l'expansion de la couverture mobile haut débit, l'Afrique de l'Ouest connaît encore des lacunes considérables en matière de connectivité, d'accès et d'usages numériques. Le taux d'adoption des services mobiles haut débit reste inférieur à 40 %, principalement en raison de prix de détail trop élevés. Les déficits d'infrastructures, en particulier en ce qui concerne la connectivité internationale et le déploiement de dorsales de fibre optique, demeurent des obstacles majeurs à la satisfaction de la demande croissante de données et de services en ligne.

«Le DTfA/ WARDIP constitue un jalon essentiel vers un avenir connecté, innovant et inclusif pour l'Afrique de l'Ouest. Ce programme vise non seulement à façonner le paysage numérique de la région, mais aussi à promouvoir l'intégration régionale grâce à la collaboration et à des investissements stratégiques, souligne la Banque mondiale. Il permettra de faire tomber des barrières, de favoriser la croissance d'un écosystème numérique dynamique et de donner aux populations et aux entreprises locales les moyens de réussir à l'ère du digital.»

Le DTfA/WARDIP soutiendra plus particulièrement les travaux de l'alliance Smart Africa, pour renforcer les capacités des décideurs et des responsables politiques africains en matière de transformation numérique, une condition indispensable au développement du marché numérique unique. Il contribuera également à réduire les inégalités entre les sexes dans les domaines des compétences numériques, de l'entrepreneuriat et des services financiers, en veillant ainsi à garantir aux femmes des chances égales de tirer parti de l'économie digitale. Les entreprises et fournisseurs de services TIC bénéficieront d'un soutien pour promouvoir un marché numérique régional propice à la croissance, tandis que les entités du secteur public, les universités et les organismes de réglementation recevront un appui ciblé pour renforcer leur contribution au développement numérique. Le DTfA/WARDIP est en phase avec les initiatives continentales et sous-régionales conduites en Afrique. Il contri-

buera à mener l'Afrique vers un avenir inclusif et s'inscrit pleinement dans la vision stratégique de l'Union africaine en faveur de la création d'un marché numérique unique d'ici 2030 grâce à l'élaboration de politiques et de réglementations appropriées pour une transformation numérique coordonnée sur le continent.

L'AFRIQUE POURRA DEVENIR LE GRAND MARCHÉ DE L'EMPLOI AU MONDE GRÂCE AU NUMÉRIQUE

La Banque mondiale recommande aux pays africains, dans un rapport publié en mars 2023, d'intensifier leur utilisation productive des technologies numériques afin de favoriser la création d'emplois les quelques 22 millions d'Africains qui entrent sur le marché du travail chaque année. Ce rapport, intitulé «Afrique numérique : Transformation technologique pour l'emploi», analyse en détail la manière dont les technologies numériques peuvent favoriser la transformation économique et stimuler l'emploi dans la région ; et met également en lumière le rôle des réformes politiques et réglementaires dans l'élargissement de l'accès aux outils numériques et dans le développement de leur utilisation. Selon la Banque mondiale, l'Afrique subsaharienne est la région au monde où l'on constate le plus grand écart entre la disponibilité de l'infrastructure numérique et l'utilisation réelle qu'en font les individus. Les taux d'utilisation varient selon les pays, de 6 % au Soudan du Sud à 53 % en Afrique du Sud. «L'utilisation très limitée de l'internet mobile est une occasion manquée pour la croissance inclusive en Afrique», déplore l'économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique, Andrew Dabalen, tout en soulignant que «combler ce retard renforcerait le potentiel du continent à créer des emplois pour sa population qui augmente et à stimuler la reprise économique dans un monde hautement numérisé». La directrice mondiale pour le Développement numérique à la Banque mondiale, Christine Zhenwei Qiang estime de son côté, que «pour faire en sorte que la disponibilité d'internet se transforme en un usage productif et une croissance de l'emploi, la région a besoin d'un accès abordable, de compétences et de technologies numériques qui répondent aux besoins des Africains». Elle considère ainsi que «des réformes sectorielles continues et des investissements publics ciblés qui soutiennent les fondements de l'économie numérique et l'adoption de ces technologies peuvent aider à réduire la fracture digitale et à libérer un potentiel énorme de création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour une population en pleine expansion».

Par Amel B et Agences

NIGER

RÉOUVERTURE DES ÉCOLES DANS LE SUD-OUEST

Plus d'une centaine d'écoles primaires et secondaires doivent rouvrir dans la région de Tillabéri, théâtre d'attaques terroristes, selon le secrétaire général du syndicat d'enseignants SYNAFCES. 122 établissements, y compris des écoles primaires et secondaires, doivent rouvrir dans la région de Tillabéri, théâtre d'attaques terroristes, souligne auprès de Sputnik Afrique Sadou Hassane, secrétaire général du syndicat d'enseignants SYNAFCES. Cela permettra à plus de 10.000 élèves de reprendre le chemin de l'école. « Cette réouverture permettra de mettre ces enfants dans leurs droits », selon lui. « Notre préoccupation, c'est de faire en sorte que toutes les conditions nécessaires soient réunies pour assurer la sécurité des enseignants, mais aussi de tous les acteurs de l'école de façon générale », ajoute Sadou Hassane. La région de Tillabéri est située dans la zone dite des « trois frontières » entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali. « Dans certaines localités, la psychose règne toujours, car les groupes armés terroristes continuent, d'une façon ou d'une autre, à mener un certain nombre d'actions ciblées, notamment à l'endroit des enseignants et des acteurs de l'école de façon générale », indique-t-il.

In Agence Sputnik

SÉNÉGAL

Développement d'un système de transport multimodal à Dakar

Avec de gros investissements dans le développement d'un système de transport multimodal, le Sénégal entend faire face aux défis démographiques qui influencent la mobilité dans Dakar, son pôle administratif et économique du pays.

Le Premier ministre sénégalais Amadou Ba a lancé cette semaine la phase test du réseau BRT de Dakar et réceptionné une flotte de 370 nouveaux bus dans le cadre de projets structurants en cours pour améliorer le transport urbain dans la capitale et ses banlieues. Conçu pour desservir 14 communes et drainer jusqu'à 300 000 passagers par jour, le BRT exploitera dans sa phase opérationnelle 121 bus électriques et permettra de réduire de 90 à 45 minutes le temps de trajet entre Petersen et Guédiawaye (18,3 km). La mise en exploitation commerciale est officiellement annoncée pour le 14 janvier prochain. Quant aux 370 bus réceptionnés le même



jour par le président Macky Sall, ils viennent renforcer la flotte de la société publique de transport en commun Dakar Dem Dikk (DDD). Cette commande dévoilée en octobre dernier est

en lien avec le programme de restructuration de la société confrontée à des défis de trésorerie, de vieillissement de son parc qui se répercutent sur la qualité de ses services par la

dégradation du niveau de confort et les retards sur plusieurs voyages. Ces différents projets s'alignent sur le plan stratégique en cours pour augmenter l'offre publique de transport en commun, un secteur d'activité fortement dominé par les opérateurs privés qui exploitent des véhicules de fortune avec tout le lot d'inconfort et d'insécurité imposés aux usagers. Ces nouvelles offres seront complétées par le projet Train express régional dont la phase 2 est en cours de finalisation afin de combler le besoin en transport entre Dakar et ses périphéries qui selon le Cetud est évalué à près de 7 millions de déplacements par jour.

In Agence Ecofin

CRISE HUMANITAIRE AU SOUDAN

L'OMS appelle à une action urgente

L'OMS tire une nouvelle fois le signal d'alarme pour le Soudan. Le chef de l'Organisation mondiale de la Santé a appelé à une action urgente pour faire face à l'aggravation des crises sanitaire et humanitaire dans le pays, et demandé à la communauté internationale d'accroître son aide financière.

« Une action urgente est nécessaire

pour stopper l'aggravation du conflit au Soudan, où les crises humanitaire et sanitaire empirent du fait d'un nouveau déplacement de centaines de milliers de personnes, principalement des femmes et des enfants », a écrit sur X Tedros Adhanom Ghebreyesus. Depuis mi-avril, le pays connaît une guerre sanglante qui oppose l'armée aux paramilitaires des Forces de

soutien rapide (FSR). Fuyant les combats à Khartoum, plus d'un demi-million de personnes s'étaient réfugiées plus au sud, dans l'Etat d'Al-Jazira. Mais depuis peu les FSR ont avancé dans cet Etat et, attaquant la ville de Wad Madani le 15 décembre, elles ont forcé plus de 300.000 personnes à fuir à nouveau.

In African Manager

NIGÉRIA

La pénurie de cash affecte les populations vulnérables mais fait le bonheur des entreprises de paiements numériques

À Lagos, la capitale économique du Nigéria, deuxième économie d'Afrique en termes de produit intérieur brut selon les projections du FMI pour 2023, les populations espèrent une plus grande disponibilité de l'argent liquide, maintenant que les fêtes sont passées. Jusqu'au 31 décembre 2023, il n'était pas possible de retirer plus de 10 000 nairas (équivalent de 11\$) dans la plupart des distributeurs automatiques de billets de banque, notamment dans le quartier d'Ikeja, un gros centre des activités économiques dans la ville.

Les alternatives qui restaient aux populations étaient soit de faire un paiement numérique, soit de retirer du cash auprès des POS (Point Of Sale : des terminaux de paiement électronique gérés par des agents individuels) qu'on retrouve désormais à chaque dizaine de mètres dans les rues de Lagos. Mais ces alternatives posent plusieurs défis. Le premier est le coût supplémentaire. Dans certains POS, les agents exigent jusqu'à 20% de la valeur du montant sollicité. Une charge sur la transaction

qui vient s'ajouter aux 24% d'inflation annuelle à la fin novembre 2023 et à la TVA sur chaque produit acheté dans le circuit formel.

Les paiements numériques ont progressé au Nigéria à mesure que les populations s'adaptent à une réalité qui dure depuis plus de 12 mois déjà. Mais ils comportent aussi leurs défis, notamment la mauvaise qualité du réseau et parfois des opérations qui ne sont pas finalisées. Dans certaines stations-service, les pompistes exigent de recevoir des pourboires pour accepter les paiements par cartes.

Le défi est d'autant plus marqué qu'au sein de la population, on ne parvient ni à avoir une explication claire, ni une visibilité sur le moment où ce problème sera résolu. Dans une économie où, comme c'est le cas des pays en développement, les secteurs non formalisés dominent l'économie, les besoins en espèces sont importants et conditionnent la croissance des activités. Ce besoin est d'autant plus important que l'inflation exige d'avoir davantage de

nairas pour acheter des produits comme la nourriture et autres produits de base.

La politique d'inclusion financière mise en place par le Nigéria a connu des résultats positifs. Selon des données de mars 2023, les plus récentes, 75% des personnes avaient accès à des solutions ou des produits financiers. Mais l'accès ne va pas de pair avec l'utilisation effective. Les raisons d'une domination des besoins en espèces sont les mêmes. Accéder à des solutions financières entraîne des coûts supplémentaires, qui peuvent être fixes ou à la transaction, or pour une partie importante de la population, chaque naira gagné compte, surtout lorsque les prix commencent à grimper. Les banques commerciales et la banque centrale se rejettent la responsabilité dans combat de géants qui fragilise une base importante des consommateurs du pays. Mais pour le business des transactions financières numériques, un âge d'or est en train de se créer. Des entreprises comme Opay sont un exemple de l'opportunité que

représente la transition vers les paiements numériques au Nigéria. Selon le journal des flux de financement des entreprises africaines par capitaux privés d'Ecofin Pro, elle a levé jusqu'à 570 millions \$ auprès d'investisseurs, notamment américains, qui peuvent désormais profiter de cette croissance. Opay domine sur ce marché, mais commence à rencontrer une concurrence qui s'organise et progresse. 84 autres sociétés ont été créées dans ce sens, dont Palmpay, qui a mobilisé jusqu'à 140 millions \$ selon le même journal des transactions.

Ce cas nigérian illustre la nécessité d'équilibrer les politiques publiques, l'innovation technologique et la prise en compte des populations vulnérables dans la quête d'une plus grande inclusion financière. Des services essentiels, des infrastructures et une formation numérique doivent accompagner cette digitalisation pour éviter d'aggraver la fracture sociale.

In Agence Ecofin

LIBYE

Mise en production d'un nouveau puits de brut sur le champ El Feel

En Libye, Mellitah Oil and Gas, la coentreprise qui regroupe la société publique du pétrole (NOC) et le géant énergétique italien Eni, a annoncé, mardi 26 décembre 2023, l'opérationnalisation d'un nouveau puits de pétro-

le sur le champ El Feel, l'un des plus importants du pays. Ce développement intervient suite au succès des opérations forages menées sur le site consistant dans la réactivation d'un 4ème puits producteur sur le gisement. Ce

dernier affiche une production de 3 500 b/j. Il vient optimiser la production du gisement El Feel dont la capacité est estimée à 90 000 b/j. Dans un communiqué, Farhat Bengdara, le président de la NOC a salué les efforts de collaboration

qui ont contribué à ce succès. Ce dernier intervient dans un contexte où la Libye s'efforce d'accroître son autosuffisance énergétique en misant sur l'augmentation du plateau de production pétrolière du pays.

In Agence Ecofin

LIGUE 1 MOBILIS:

Le match MC El Bayadh - CR Belouizdad reporté à une date ultérieure

L'équipe d'El Bayadh n'est pas prête pour reprendre la compétition : certains de ces joueurs ne se sont pas remis de leurs blessures causés par le tragique accident qui a coûté la vie au gardien de but Zakaria Bouziani et à l'entraîneur adjoint Khaled Meftah.



Le match MC El Bayadh - CR Belouizdad, initialement prévu le 6 janvier courant à El Bayadh pour le compte de la 12e journée de la Ligue 1 Mobilis, a été finalement reporté à une date ultérieure, sur demande du club hôte, qui ne s'est pas encore remis du tragique accident de la route dont il a été victime dernièrement, a annoncé lundi la Ligue de football professionnel (LFP). «Le report du match MCEB-CRB est intervenu suite à la correspondance référencée N 248/MCEB/2023 du

31/12/2023, dans laquelle le club d'El Bayadh a demandé l'ajournement de ladite rencontre, en raison de l'incapacité de certains de ses joueurs à se remettre de leurs blessures, causées par le tragique accident dont a été victime la délégation du club, notamment les deux gardiens de but, ainsi que l'état psychologique défavorable dans lequel se trouvent les autres joueurs» a détaillé l'instance

dans un communiqué, diffusé sur son site officiel. La LFP a profité de l'occasion pour se joindre à la Fédération algérienne de football (FAF) et exprimer conjointement leur soutien au MCEB dans cette période difficile que traverse le club. «Il est à souligner aussi que les clubs du championnat professionnel, sont également solidaires avec le MCEB en cette douloureuse circonstance» a ajouté la LFP

dans son communiqué. La délégation du MC El Bayadh a été victime d'un grave accident de la route, qui a coûté la vie à deux de ses membres, alors qu'elle se rendait à Tizi-Ouzou, pour défier la JS Kabylie dans un match de championnat de L1. Il s'agit du gardien de but Zakaria Bouziani et de l'entraîneur adjoint Khaled Meftah, inhumés vendredi passé à Béchar et Mecheria, leurs villes natales respectives. De leur côté, les joueurs Brahim Zouad et Abdelilah Barakat sont restés plusieurs jours «sous surveillance médicale» au niveau de l'établissement hospitalier d'El Bayadh, alors que les autres membres de la délégation, dont les blessures étaient jugées moins graves, ont pu regagner leurs foyers plus tôt. Le CR Belouizdad occupe actuellement la quatrième place au classement général de la Ligue 1 Mobilis, avec 16 points et trois matchs en retard, alors que le MCEB est 8e, avec 15 points et un seul match en retard.

R. S.

SONDAGE BRAHIM DAHMANI

Brahim Guendouz et Nassima Saifi meilleurs athlètes handisports:

Le para-canoé algérien Brahim Guendouz, élu meilleur athlète handisport de l'année-2023, chez les messieurs, au sondage APS «Brahim Dahmani», s'est réjoui de la consécration que la presse nationale lui a attribuée et qui récompense une année pleine pour cet athlète. «Ma joie est immense. C'est un moment inoubliable dans ma carrière. Cette distinction a une valeur particulière pour moi. Elle récompense une année très encourageante pour moi», a avoué Guendouz, en marge de la soirée qui a consacré les meilleurs athlètes algériens, jeudi au Centre international de conférences 'Abdelatif Rahal' à Alger. En effet, le céiste natif d'Annaba a connu une année fructueuse durant laquelle il a remporté une médaille de bronze aux Championnats du monde de Canoë sur le 200 mètres KL3 à Duisburg en Allemagne. Un titre qui lui a attribué une qualification historique, pour lui et pour l'Algérie, aux prochains jeux paralympiques-2024. L'athlète a poursuivi ses efforts, ajoutant une médaille d'argent au rendez-vous africain d'Abuja au Nigeria. «La qualification aux JP-2024 est un rêve qui se réalise, mais cette distinction de l'APS est un stimulant supplémentaire à même de me permettre d'être à la hauteur de mes

aspirations et de celles du peuple algérien dans un événement que je vais découvrir», a expliqué Guendouz qui a intégré la discipline de para-canoë à un âge avancé (19 ans). Évoluant au club d'Hippone d'Annaba depuis 1977, Brahim Guendouz a fait face à quelques difficultés au début et sa mobilité était réduite, mais après l'acquisition des prothèses, son ambition s'est accrue. Il devient alors un symbole de détermination, de challenge et de courage, arrivant même à concurrencer des athlètes valides. «C'est un exemple d'abnégation qui est la clé de sa réussite. Sa famille et ses coéquipiers sont aussi derrière son succès. Il est un à retenir dans sa spécialité», a affirmé, pour sa part, la présiden-

te de la fédération algérienne des Sociétés d'Avion et de Canoë-kayak, Houria Belhamri. L'athlète de para-athlétisme, Nassima Saifi, élu meilleure sportive de l'année 2023 en handisport, lors du traditionnel sondage de l'APS Brahim-Dahmani, n'a pas caché sa joie pour ce sacre, et remercie les organisateurs de l'événement. «Je ne peux qu'être heureuse pour cette distinction qui me touche énormément et m'honore», a déclaré Nassima Saifi, qui a reçu son prix, jeudi lors de la soirée des champions tenue au Centre international de Conférences Abdelatif-Rahal à Alger.

«L'athlète a été plébiscitée par la presse sportive nationale à la 1ère place, obtenant un total de 165 points, suite à

ses performances aux derniers Mondiaux de Paris, avec un titre suprême dans sa spécialité, le lancer du disque (F57) et une bronze au poids. Née valide en 1988, Nassima Saifi a été amputée de sa jambe gauche, suite à un accident de voiture. Son père, réalisant qu'elle avait besoin de s'occuper pendant son temps libre, l'encourage à faire carrière en athlétisme. Elle rejoint le club handisport de Mila, où elle s'est notamment distinguée. Dotée d'une morphologie d'athlète de lancer, elle se consacre aux entraînements, et après plusieurs d'année de dur labeur, elle fait ses débuts internationaux en 2006 aux Mondiaux de Lille, grâce surtout à l'aide et l'encouragement de son père. Depuis, elle a remporté plusieurs titres aux championnats du monde et jeux paralympiques, avec à la clé des records mondiaux. «Je suis contente de l'acheminement de ma carrière sportive, et je ne compte pas en rester là, il y a les prochains mondiaux de Tokyo, mais surtout les paralympiques de Paris, pour lesquels on est motivé pour revenir avec des médailles. C sacre de l'APS, est un autre stimulant pour moi, afin d'être à la hauteur des attentes de tout un peuple», a conclu Nassima Saifi.

APS

2023:

AMINE GOURI BLESSÉ E DISPUTERA PAS LA CAN

L'international algérien du Stade Rennais (L1 française), Amine Gouri, blessé, a déclaré forfait pour la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2023 (décalée à 2024) prévue en Côte d'Ivoire du 13 janvier au 11 février prochain, a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF) lundi.

Le staff technique de l'équipe nationale, en concertation avec le staff médical, ont décidé de libérer l'attaquant Amine Gouri pour cause de blessure l'empêchant de prendre part à la prochaine CAN TotalEnergies - Côte d'Ivoire 2023", a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel. Après examen du staff médical de l'équipe nationale et s'appuyant également sur le dossier médical de son club, le Stade Rennais FC, il a été décidé de ménager le joueur et de lui permettre de se rétablir convenablement, précise la même source. La délégation de l'équipe nationale et la fédération algérienne de football souhaitent un prompt rétablissement au joueur, conclut le communiqué.

Pour rappel, les 24 sélections africaines devront transmettre la liste définitive des 27 joueurs sélectionnés au plus tard le 3 janvier 2024, soit dix jours avant le coup d'envoi de la compétition.

D'autre part, la sélection algérienne s'est envolée ce lundi matin à destination de la capitale togolaise Lomé pour effectuer un stage de préparation avec au programme deux tests amicaux : le vendredi 5 janvier face au Togo, et le mardi 9 contre le Burundi. Vingt-cinq joueurs ont fait le déplacement après le forfait de dernière minute de Gouri pour cause de blessure. Le sélectionneur national Belmadi s'est déclaré «satisfait» du travail effectué lors du premier stage effectué au Centre technique de la FAF de Sidi Moussa. «La préparation a démarré le 20 décembre pour certains joueurs, le 26 on avait la moitié du groupe qui était là (Sidi Moussa, Ndlr), c'est la continuité.

Aujourd'hui on récupère l'ensemble du groupe», a déclaré le coach national à la presse juste avant d'embarquer pour le Togo. Interrogé sur la rencontre amicale disputée la veille contre la sélection olympique, Belmadi a estimé que c'était une belle opposition contre une belle équipe U23. C'était une rencontre pour conclure le premier stage. Nous avons beaucoup travaillé. Nous avons fait quasiment six biquotidiens, soit 12 séances en six jours. « a-t-il ajouté. Une fois le stage pré-compétitif de Lomé achevé, les «Verts» rallieront la ville ivoirienne de Bouaké le mercredi 10 janvier, pour prendre part à la CAN-2023, où ils figurent dans le groupe D en compagnie du Burkina Faso, de l'Angola et de la Mauritanie.

Les Algériens entameront la compétition le lundi 15 janvier face à l'Angola au stade de la Paix à Bouaké (21h00), avant de défier le Burkina Faso, le samedi 20 janvier à Bouaké (15h00), puis la Mauritanie, le mardi 23 janvier toujours à Bouaké (21h00).

APS

FOOT/CAN-2023:

«AOUAR APTE POUR LA PHASE FINALE»:

Le sélectionneur de l'équipe algérienne de football Djamel Belmadi, a déclaré dimanche que le milieu offensif de l'AS Rome (Série A italienne) Houssein Aouar, remis de sa blessure, était apte pour prendre part à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier- 11 février). «Nous avons reçu les rapports médicaux, j'ai de bons contacts avec son club. Le joueur est apte à jouer. Il est rétabli, il va mieux, et prêt à s'entraîner à 100%. Il manque certes de compétition, à l'instar d'autres éléments, on va travailler là-dessus», a affirmé Belmadi lors d'une conférence de presse.

APS

DE LA « RETHORIQUE » AU « LIVRE DES ANIMAUX »

Al-Jahiz, une encyclopédie musulmane vivante

Que savons-nous de la biographie de cet auteur ? 'Amr al-Jāhīz naît à Bassora dans une famille modeste vers 776, il était probablement d'ascendance éthiopienne et marqué par une malformation des yeux, d'où son surnom de al-Jāhīz « qui a la cornée saillante ». Bassora était alors un grand centre d'étude de l'arabe, avec l'apparition des questions posées par l'émergence d'une théologie musulmane, de sa définition par rapport à la raison, des problèmes liés à l'exercice du califat et des revendications culturelles non-arabes.

Ses méthodes et ses écrits montrent l'effervescence intellectuelle du moment, où l'inquiétude et la recherche poussent à la réflexion, qu'il soumet à la raison, à l'observation et en dernier recours au dogme musulman, mais rationalisé. Il se forme de manière traditionnelle en fréquentant les cercles d'études de la ville, notamment celui du philosophe mu'tazilite, al-Nazzām (m. vers 840), qui lui donne la méthode de pensée qu'il suivra toute sa vie et fera paraître dans plusieurs de ses ouvrages. Il fréquente par la suite la cour califale à Bagdad puis à Samarra et côtoie ainsi les califes al-Ma'mūn (r. 813-833) à partir de 202/817, puis al-Mutawakkil (r. 847-861). Une anecdote sans doute apocryphe rapporte qu'il aurait été choisi par al-Mutawakkil pour être le précepteur d'un de ses fils, mais vu l'aspect physique trop déplaisant de Jāhīz, le calife l'aurait directement congédié avec une indemnité ! Sa présence dans la capitale lui permet aussi de tirer parti des livres qui y circulaient et notamment de ceux traduits du grec. On doit remarquer que n'étant pas un savant qui vivait de son enseignement et n'appartenant pas à une famille fortunée, Jāhīz est le premier écrivain arabe à vivre de sa plume. Ses œuvres lui assurent un revenu qui lui permet d'avoir une concubine, une esclave pour la servir et un jeune esclave. Il n'a jamais été marié, préférant, semble-t-il, les femmes esclaves. Certes, il se plie aux codes sociaux de son époque en étant un courtisan assidu, parfois proche des vizirs si pas des califes, et comme ses penchants intellectuels axés sur le rationalisme recourent ceux de la cour, il devient le porte-plume officieux du pouvoir dans ses écrits politico-religieux. Son « Livre des animaux » est dédié au vizir Ibn al-Zayyāt (m. 847), qui le récompense d'une belle somme d'argent ; il compose une « Réfutation des chrétiens »



quand le calife al-Mutawakkil inaugure une politique plus rigoureuse envers les non-musulmans ; et plus tard, il écrira son traité sur « Les mérites des Turcs » pour le secrétaire al-Fath ibn Hāqān (m. 861), lui-même d'origine turque. Son opuscule « Sur la supériorité des Noirs sur les Blancs », écrit après 242/ 846-47 peut se lire en réponse aux tensions que la société pouvait connaître à ce moment. Sur la fin de sa vie, il est touché par une hémiplegie et se retire à Bassora où il meurt en décembre 868. C'est tout d'abord un polygraphe avec une œuvre qui compte plus de 200 titres, dont seule une trentaine a subsisté en tout ou en partie, et dont la chronologie n'est pas facile à établir. Comme il fut curieux de tout et aborda dans ses écrits une multitude de sujets, il participa pleinement à l'émergence du concept proprement arabe qu'est l'adab ou « culture générale » qui s'acquiert et se transmet par le plaisir de la lecture ou de la conversation, dans une langue recherchée, mais sans technicité professionnelle. L'adab correspond aussi alors à une éthique qui se forme dans la nouvelle société urbaine qui émerge, partagée entre l'ancienne morale arabe, les valeurs islamiques naissantes et l'apport des ethnies diverses qui composent la société du moment.

Quand nous le lisons aujourd'hui, il nous dérouté par son esprit indompté qui ne conduit pas sa réflexion d'une manière logique, mais par de multiples digressions désordonnées, en faisant parfois sourire par un humour subtil, sardonique. Il repose sa démarche sur la raison, l'observation et le dogme islamique, vu comme l'ultime grâce faite par le créateur à la création. La raison philosophique, si elle provient bien de la Grèce, n'est perçue que dans son utilité directe, sans que soit remise en cause la supériorité arabe et islamique.

La géographie, et plus particulièrement « la géographie humaine », est une thématique qui traverse ses questionnements quand al-Jāhīz aborde la diversité de la création. Dans une œuvre au titre apocryphe, « Du carré et du rond », il passe en revue une série d'interrogations sur l'histoire, la religion et le monde, avec une préférence accordée au legs intellectuel grec, ancien et inoffensif pour l'islam - la raison -, au contraire de l'héritage persan (soit une morale politique). Il reprend une thèse philosophique « mu'tazilite » considérant le monde créé comme foncièrement optimal, puisque le créateur est bon par nature. Alors, comment expliquer la diversité naturelle et humaine qui nous entoure, qui est souvent structurée par des oppositions, alors que l'uniformité aurait été moins perturbatrice en apparence ? Parce que d'abord, l'homme étant un être de raison, cette diversité peut être interprétée comme harmonie des contraires. Enfin, en pratique, l'hétérogénéité apparente se perçoit comme étant due à des influences locales. Dans son « Livre sur les animaux » ou plus exactement de « la création animée », qui s'appuie sur le traité éponyme d'Aristote, il aborde des centaines d'animaux, mais il s'interroge aussi sur l'animal humain, en distinguant dans

une série de réflexions éparses l'influence du milieu physique sur l'homme (alimentation, maladie, etc.) et sur les structures sociales : économie, circulation, politique, annonçant ainsi la géographie humaine. En outre, il s'appuie beaucoup sur l'importance de son observation dans sa réflexion. Il soutient que le facteur climatique ne détermine pas seulement le caractère physique d'une communauté donnée, mais qu'il façonne également « la reproduction, le caractère et la disposition à l'honneur ». Il remarque que l'avarice des gens d'al-Ahwāz, qui affecte même les plus nobles voyageurs qui y resteraient longtemps, est due à l'air pollué émanant des canaux et des marais entourant la localité, aux montagnes infectées de vipères et de scorpions et sou-

ment la tribu des Quraysh - soit celle de Muḥammad - à La Mecque, la ville de Médine, l'Égypte, al-Ahwāz, Kūfa, Bassora et Hérat. Il y défend l'idée de l'influence des territoires sur les dispositions naturelles des habitants et l'amour du pays natal, qui n'en est qu'une autre expression. Cette influence s'exerce aussi sur les gens nés ailleurs, qui y restent un certain temps. Ainsi, la nature du sol et de l'air de Médine est de sentir bon. Toutefois, ces caractères naturels sont aussi dus à une profession ou à un groupe auquel on appartient, indépendamment du territoire. Ainsi, les Byzantins ont perdu leur valeur militaire en se convertissant au christianisme. Les pays ont aussi des qualités spécifiques qu'ils communiquent à tout ce qui s'y trouve, comme



aux ânes ou au papyrus en Égypte ou des défauts particuliers à l'instar des fièvres qui touchent les habitants d'al-Ahwāz, dès leur naissance. Et il y reprend l'idée que le Nil a un cours et un moment de crue inverse des autres fleuves. Il est probablement aussi l'auteur d'un opuscule où il porte son intérêt sur les produits commercialisés de son époque, « Le livre de la clairvoyance en matière de commerce » (Kitāb al-tabaṣṣur bi-l-tiḡāra), qu'il aurait écrit quand il travaillait pour l'élite fortunée de Bagdad. Il y recense selon son introduction « les articles de luxe, objets précieux et bijoux qui atteignent une grande valeur » tant pour les hommes cultivés que pour ceux qui pratiquent le commerce. Son inventaire est hiérarchisé, traitant de l'or et de l'argent (§1), des perles et pierres précieuses, des parfums, des étoffes, peaux et teintures (§8-13), des marchandises rares classées par région, en commençant l'Inde et la Chine. Il termine par des animaux utilisés pour la chasse. I.Med



Avis D'appel D'Offres National Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales

N° 30/2023

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE DJANET

DAIRA DE DJANET

COMMUNE DE DJANET

NIF: 79453300032044

Monsieur le Président d'APC - DJANET - lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour: **Achèvement de la réalisation du marché de fruits et légumes à Iféri-Djanet-**

Les conditions minimales d'éligibilité à l'appel d'offres sont fixées comme suit :

Soumissionnaire unique :

I - Avoir un certificat de qualification et classification professionnelle Quatrième (4ème) catégorie ou plus (Bâtiment comme activité principale ou secondaire) en cours de validité.

Les entreprises intéressées, sont invitées à retirer le cahier des charges auprès du - Service technique - Commune de Djanet cité Tin Khama.

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :

I - LE DOSSIER DE CANDIDATURE CONTENANT :

- Déclaration de candidature, remplie et signée
- Déclaration de probité, remplie, signée et cachetée
- Une copie du statut pour les sociétés avec toutes les modifications (s'il y a lieu)
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes engageant l'entreprise
- une copie du certificat de qualification et classification professionnelle Quatrième (4ème) catégorie ou plus (Bâtiment comme activité principale ou secondaire) en cours de validité.
- Bilan financier (ou attestation d'activité) des trois années (2020-2021-2022) visée par l'Administration des impôts.
- Moyens Humains, Matériels Et Références Professionnelles, justifiés par les pièces exigées dans le cahier des charges.

II - OFFRE TECHNIQUE :

- Déclaration à souscrire, remplie et signée.
- Le cahier des charges portant sur la dernière page, la mention manuscrite " lu et accepté ".
- Planning de l'avancement des travaux.
- Un mémoire technique justificatif et Tout document permettant d'évaluer l'offre technique.
- les documents du gton synthétique, exigés dans le cahier des charges.

III - OFFRE FINANCIERE :

- La lettre de soumission, remplie et signée.
- Bordereau des prix unitaires rempli, signé et cacheté.
- Détails estimatifs et quantitatifs remplis, signés et cachetés.

Les soumissionnaires devront y mettre la copie d'origine de dossier de candidature dans une enveloppe portant la mention « dossier de candidature », la copie d'origine de l'offre technique dans une enveloppe portant la mention « offre technique », et y mettre la copie d'origine de l'offre financière dans une enveloppe portant la mention « offre financière »

Les 3 plis doivent être mis à l'intérieur du 4^{ème} pli qui devra être strictement anonyme et porter la mention suivante :

A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° :/2023 pour :

Achèvement de la réalisation du marché de fruits et légumes à Iféri-Djanet-

La durée de préparation des offres fixée à (05) jours à compter de la première publication du présent avis aux quotidiens nationaux ou dans le BOMOP. Les offres doivent être déposées le dernier jour de la durée de préparation des offres jusqu'à 14.00 h. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

- L'ouverture des plis se fera en séance publique le même jour de dépôt indiqué ci-dessus à 14 h 30 au niveau du siège de la Commune de Djanet.

- Les soumissionnaires sont cordialement invités à y assister.

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de trois mois + durée de préparation des offres.

Dans le cas de l'entreprise attributaire le marché, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement, d'un mois supplémentaire.

L'EXPRESS DU 3/01/2024

ANEP : N° 241600047

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
AVIS D'APPEL AU CONCOURS NATIONAL RESTREINTWILAYA DE LAGHOUAT
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
CITE SASSI BOULAFRAA
NIF: 001303019002462

N°36 /2023

La direction des équipements publics de la wilaya de Laghouat lance un avis d'appel au concours national restreint portant Etude, suivi et réalisation d'une sureté urbaine au niveau du site 1785 logements pos BOUCHAKEUR commune de LAGHOUAT - cités d'habitat intégrées programme 2023.

Les bureaux d'études d'architecture agréés seul ou en groupement, et les bureaux d'études publics ayant présentant les capacités professionnelles, financières et techniques minimales citées à l'article L02 du cahier des charges, peuvent retirer le cahiers des charges, auprès de la direction des équipements publics de la wilaya de Laghouat (Sassi Boulafraa-Laghouat).

Les offres doivent comporter un dossier de candidature uniquement en première phase et L'offre technique, l'offre graphique, et l'offre financière en deuxième phase sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de BET, la référence et l'objet du concours «Etude, suivi et réalisation d'une sureté urbaine au niveau du site 1785 logements pos BOUCHAKEUR commune de LAGHOUAT - cités d'habitat intégrées programme 2023» ainsi que la mention «dossier de candidature», «L'offre graphique», «L'offre technique» ou «L'offre financière» selon le cas ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention «à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres» appel d'offres N° : /2023 et l'adresse du maître d'ouvrage.

L'offre de candidature : il doit comporter les pièces suivantes :

Une déclaration de candidature. Une déclaration de probité. Les statuts pour les sociétés. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise. Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, capacité professionnelle: L'agrément CNOA, capacité financière, capacités techniques: moyens humains et moyens matériels + références professionnelles..... voire article III-02 du cahier des charges (page N°15-16).

L'offre technique : il doit comporter les pièces suivantes :

-Une déclaration à souscrire, mémoire technique justificatif. Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « Lu et accepté ». Tout document permettant d'évaluer l'offre technique voire (page N°16).

L'offre financière : il doit comporter les pièces suivantes :

(Lettre de soumission, Annexe 02 « Honoraires de BET »).

L'offre des prestations : dossier graphique voire la page (16-17).

L'offres de candidature en première phase doit être déposées auprès de LA DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA DE LAGHOUAT (cité sassi boulafraa-Laghouat) le dernier jour de la durée de préparation des offres de la candidature qui est fixée à 10 jours à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP à (10 H et 30 m).

Deuxième phase : après la présélection de candidats dans la première phase Les offre technique, financière et plis des prestations doivent être déposés au dernier jours de la durée de préparation des offres qui est fixé à 30 jours à compter de la date fixée dans la lettre adressée par le maître d'ouvrage aux candidats retenus qui seront invités à remettre leurs offres techniques, offres de prestations et offres financières. (10 H et 30 m).

L'ouverture des plis en première phase en séance publique, intervient, pendant la même séance s'effectuera au siège du maître de l'ouvrage indiquée ci-dessus en présence des soumissionnaires le jour coïncidant avec la date limite de dépôt des offres de candidature à 11 h, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'à jour ouvrable suivant.

la date limite de dépôt des offres de prestations + techniques et financières à 11 h, si se jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'à jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 10 jours -30 jours+ 03 mois à compter de la date limite de dépôts des offres.

L'EXPRESS DU 3/01/2024

ANEP : N° 241600084

WILAYA D'ALGERBUQUE ALRÉPUGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER
DIRECTION DU BUDGET DE LA COMPTABILITÉ ET DE PATRIMOINE DE LA WILAYA D'ALGER
NIF: 41000200001608501015

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES

LA DIRECTION DU BUDGET DE LA COMPTABILITÉ ET DE PATRIMOINE DE LA WILAYA D'ALGER, lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation d'étude suivante :
TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES ESPACES POUR ACTIVITE SPORTIVE ET DETENTE PARC DOUNIA.

III. Éligibilité des candidats :

Conformément à l'article 44 alinéa 2 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public le présent avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimale est destiné aux entreprises ou groupements d'entreprises solidaires. Pour que leur offre soit éligible, les soumissionnaires doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1. Toutes les entreprises ayant la qualification dans le secteur des travaux publics en activité principale Six (06) ou plus,
2. Avoir réalisé un chiffre d'affaire moyen durant ces trois dernières années (2020-2021-2022) ≥ 50 millions de DA.
3. Ayant réalisé au moins Un (01) projet de réalisation d'un stade durant les cinq (05) dernière années, appuyé par des attestations de bonne exécution délivrées par le service contractant.
4. Moyens humains : ingénieur d'état en TP ou GC et un ingénieur topographe, justifié par un diplôme et attestation de travail/certificat de travail et attestation d'affiliation.
5. Moyens matériels : Grue ≥ 250 T et une centrale à béton de 60 m³/h avec une justification de propriété Station d'enrobé avec une justification de propriété).

NB : Les moyens humains et matériels exigés au niveau des critères d'éligibilité ne nous seront pas pris en considérations lors de l'évaluation technique

Les Entreprises intéressées par le présent avis sont invitées à retirer le dossier à partir du premier jour de publication du présent avis sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP auprès de la : Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger (Bureau des marchés), sis au 125, Rue de Tripoli, Hussein Dey, Alger

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir » que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres n.

Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-après : Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger, Bureau des marchés. Sis au, 125 de Rue Tripoli - Hussein Dey

NB : Le soumissionnaire est tenu de se référer à la liste détaillée consignée dans le cahier des charges (Instructions aux soumissionnaires)

La durée de préparation des offres est de huit (08) jours à compter de la 1ère parution de l'avis d'appel d'offres sur le BOMOP ou sur les quotidiens nationaux

Le jour de dépôt des offres techniques et financières correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de Trois (03) mois à compter du dernier jour du délai de préparation des offres

L'heure limite de dépôt des offres est fixée à 12h00

Les entreprises sont invitées à assister à la séance d'ouverture des plis techniques et financiers le jour même de la date de dépôt des offres à 13h00, au niveau de la : Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger 125, Rue de Tripoli - Hussein Dey - Alger.

L'EXPRESS DU 3/01/2024

ANEP : N° 241600083

ROYAUME-UNI

Le regroupement familial interdit aux étudiants étrangers

Le gouvernement britannique a récemment mis en place une réglementation visa à interdire aux étudiants internationaux d'amener leur famille dans le pays. Une loi qui suscite la controverse, exacerbant les divisions internes au sein du parti au pouvoir dirigé par le Premier ministre Rishi Sunak.



Entrée immédiatement en vigueur, la mesure s'applique à la plupart des étudiants internationaux, à l'exception de ceux inscrits à des cours de recherche de troisième cycle ou titulaires de bourses financées par le gouvernement. Initialement annoncée en mai 2023 dans le cadre de la stratégie du gouvernement visant à lutter contre les abus du système de visa, la décision devrait entraîner une diminution d'environ 140 000 personnes entrant au Royaume-Uni chaque année. Des statistiques récentes indi-

quent une augmentation du nombre de visas d'étudiant délivrés, atteignant 486 000 en fin 2022, contre 269 000 en 2019. Les visas pour personnes à charge ont également connu une augmentation significative, atteignant 136 000 l'année dernière, soit huit fois plus qu'en 2019, qui était de 16 000. Exprimant son soutien aux changements de règles, le

ministre de l'Intérieur James Cleverly a soutenu l'engagement du gouvernement à réduire le nombre d'immigrants et à sécuriser les frontières. Il a déclaré que cela entraînera une diminution de la migration par d'autres contributeurs à notre stratégie globale visant à empêcher 300 000 personnes de v-



me-Uni. » Cependant, les voix s'élèvent dans l'opposition, notamment la Secrétaire d'État à l'Intérieur, Yvette Cooper, qui affirme que les mesures sont insuffisantes et ne font que résoudre les problèmes superficiels. Tout en soutenant les restrictions sur les personnes à charge pour les étudiants suivant des cours de courte durée, Cooper a critiqué l'incapacité du gouvernement à relever les défis plus larges en matière de compétences et de marché du travail, accusant les conservateurs de saper la croissance et d'exacerber la migration. Dans le même ordre d'idées, les efforts du gouvernement pour mettre en œuvre un seuil plus strict pour les visas familiaux ont été critiqués pour avoir renoncé à l'augmenter de 18 600 £ à 38 700 £ au printemps. Le calendrier révisé prévoit désormais que le seuil plus élevé soit mis en œuvre au début de 2025. Les critiques, y compris certains au sein du propre parti de Sunak, l'ont accusé de « faiblesse » quant à l'approche modifiée. Alors que le débat sur l'immigration fait

rage, Sunak est confronté à des conflits internes au sein du parti concernant la poursuite du projet controversé du Rwanda. Conçu pour limiter les traversées de petits bateaux dans la Manche, le projet a été contesté en justice, ce qui a conduit à une législation d'urgence après avoir été jugé illégal par la Cour suprême en novembre. Bien qu'elle ait été adoptée en deuxième lecture aux Communes début décembre, l'initiative reste un point de discordance au sein du parti. Alors que le total annuel provisoire des traversées de la Manche en 2023 reflète une réduction de 36 % par rapport au record établi en 2022, le Premier ministre Boris Johnson continue de rencontrer des résistances au sein de son parti concernant l'efficacité globale et les considérations éthiques du projet rwandais. La nature conflictuelle de ces changements politiques souligne les défis plus larges auxquels le gouvernement est confronté pour naviguer dans le paysage complexe de la réforme de l'immigration.

In Africanews

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Oran
ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE DE PROXIMITE D'OUED FODDA
NIS N : 000702299016247

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 02/2023

L'établissement public de santé de proximité d'oued fouda lance un avis d'appel d'offre national ouvert pour l'année 2024 concernant approvisionnement en repas alimentaires préparés à manger pour les patients et personnels de garde pour les structures suivantes :

Polyclinique d'oued fouda / Polyclinique d'oum drou / Polyclinique de beni rached / Polyclinique d'elkarimia.

Les modalités sont indiquées dans l'avis d'appel d'offres national ouvert.

Un copie légalisée de l'attestation de bonne exécution pour des opérations similaires selon chaque classe.

peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés -sous direction des finances et des moyens contre paiement à la somme de 5.000,00 dinars. Auprès de la caisse des recettes de l'établissement public de santé de proximité d'oued fouda

est déposés les offres accompagnées des pièces fiscales et parafiscales sont insérées dans des enveloppes séparées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que ma mention "dossier de candidature", "l'offre technique" ou "offre financière" selon le cas. Les enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, ne portant que la mention suivante :

"A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres"

L'établissement public de santé de proximité d'oued fouda lance un avis d'appel d'offre national ouvert pour l'année 2024 concernant approvisionnement en repas alimentaires préparés à manger pour les patients et personnels de garde pour les structures suivantes: Polyclinique d'oued fouda / Polyclinique d'oum drou / Polyclinique de beni rached / Polyclinique d'elkarimia.

*A l'intérieur de cette enveloppe, on doit mettre trois plis fermés l'un contenant le dossier de candidature, le deuxième contenant l'offre technique et le troisième contenant l'offre financière.

Le dossier de candidature :

- 01 - Une déclaration de candidature dûment datée, remplie et signée, cachetée selon modèle ci-joint.
- 02 - Déclaration de probité dûment datée, remplie et signée, cachetée selon modèle ci-joint.
- 03 - Une copie de l'extrait de registre du commerce électronique (numéro code 601208).
- 04 - Copie des pièces parafiscales (CNAS - CASNOS) en cours de validité (effets ou tabulés).
- 05 - Le matériel avec pièces justificatif (carte grise + certificat d'assurance + contrôle technique) copier (cannion numérique fixe par bureau justice).
- 06 - Les autres documents du dossier de candidature sont mentionnés dans les dispositions de l'article n°07 du cahier des charges.

L'offre technique :

- Le présent cahier des charges cacheté, signé et daté avec la mention manuscrite "lu et accepté".
- Déclaration à soucrire remplie et signée, cachetée et datée selon le modèle ci-joint.
- Engagement de livraison des repas.
- Un mémoire technique justificatif.

L'offre financière :

- A. Lettre de soumission remplie et signée, cachetée et datée.
- B. Bordereau des prix unitaires dûment rempli, signé, daté et paraphé par le soumissionnaire.
- C. Devis quantitatif et estimatif de l'offre dûment rempli, signé, daté et paraphé par le soumissionnaire.
- D. la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.), daté et signé.

*le délai de préparation des offres est fixé à 10 Jours à partir de la première date de parution dans les journaux ou BOMOP.

*le dépôt des offres s'effectue le dernier jour de ce délai jusqu'à 14.00 heures et s'il coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

*l'ouverture des plis techniques et financiers s'effectue ce même jour à 14.00 heures en présence des soumissionnaires.

*les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de dix (10) jours de préparation des offres, augmenté une durée de trois mois.

République Algérienne Démocratique et Populaire
Wilaya d'Alger
Circoscription Administrative de Sidi M'Hamed
Commune de Sidi M'Hamed

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
Avec exigences de capacités minimales
N° /2023

Monsieur / la dame délégué chargé de la Gestion des Affaires de la Commune de Sidi M'Hamed lance un Avis d'Appel d'offre National ouvert aux exigences de capacités minimales
N° : 02 /2023 OBJET DE TRAVAUX /
**ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION
DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SIEGE DE LA COMMUNE
DE SIDI M'HAMED .**

-Commune de Sidi M'Hamed-

Les Bureaux d'Etudes et architectes agréés peuvent retirer le cahier des charges auprès du Bureau des Marchés Publics N°45, 2^{ème} étage, sis au 12, Rue Belkhef Ghazal, Sidi M'hamed contre le paiement d'un montant de 3000 DA frais de tirage.

En application des dispositions de l'article 67 du décret présidentiel n°15/247 du 16/ 09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les offres doivent comporter un dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière.

Les offres doivent être accompagnées obligatoirement du dossier réglementaire exigé, à savoir :

01/Dossier de candidature :

- Une déclaration de candidature selon le modèle rempli, signée et cachetée.
- Déclaration de probité remplie, signée et cachetée.
- procédure de groupement assigné par les membres déléguant le mandataire et le pourcentage des honoraires de chaque membre.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Tout documents permettant d'évaluer la capacité des candidats visés à l'article 04 des charges à savoir :
 - Capacité professionnelle : l'Agrément du BET délivré par l'ordre des Architectes National - Algérie
 - Capacité financière : les bilans comptables des trois dernières années : 2022-2021-2020
 - Capacité technique :
- Moyens humains justifiés par les diplômes / des déclarations vis - à - vis la CNAS et ou CASNOS les années d'expériences seront justifiées par des certificats ou attestations de travail.

02/Offre technique :

- Déclaration à soucrire, remplie, signée et cachetée.
- Cahier des charges paraphé par le soumissionnaire et portant sur sa dernière page la mention manuscrite "lu et accepté".
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique: une mémoire technique justifiant une mémoire technique justifiant répondant aux points suivants :
 - Une présentation du BET
 - Programme d'exécution des différentes missions du projet englobant le phasage des tâches.
 - Le personnel d'encadrement affecté au projet dûment justifié par les diplômes. CV ainsi que de la déclaration d'affiliation individuelle à la CNAS ou CASNOS ou par la déclaration annuelle des salaires DAS. Ou contrat d'injection des diplômés (OD) contrat de travail AIAN CTA en cours de validité.

03/Offre financière :

- La lettre de soumission selon modèle ci - joint , signée, cachetée et datée.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- N.B. :
- * Le délai de remise des offres est fixé trente(30) Jours à compter de la date de première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP. L'heure limite de dépôt des offres est fixée à 12h : 00. Si le jour de la date limite de dépôt coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, celui-ci sera prorogé le premier jour ouvrable suivant.
- * Toute soumission reçue après ce délai ou non conforme aux conditions exigées sera annulée *
- Les offres doivent être établies selon les classes du cahier des charges et présentées comme suit :

Une 1^{ère} enveloppe fermée contenant l'offre technique portant en plus du nom du soumissionnaire référence et objet de l'avis d'appel d'offre « offre technique »

Une 2^{ème} enveloppe fermée contenant l'offre financière portant en plus du nom du soumissionnaire référence et objet de l'avis d'appel d'offre « offre financière »

Une 3^{ème} enveloppe fermée contenant le dossier de candidature portant en plus du nom du soumissionnaire référence et objet de l'avis d'appel d'offre « Dossier de candidature »

Les trois enveloppes doivent être traitées dans une seule enveloppe fermée, et anonyme portant seulement la mention suivante :

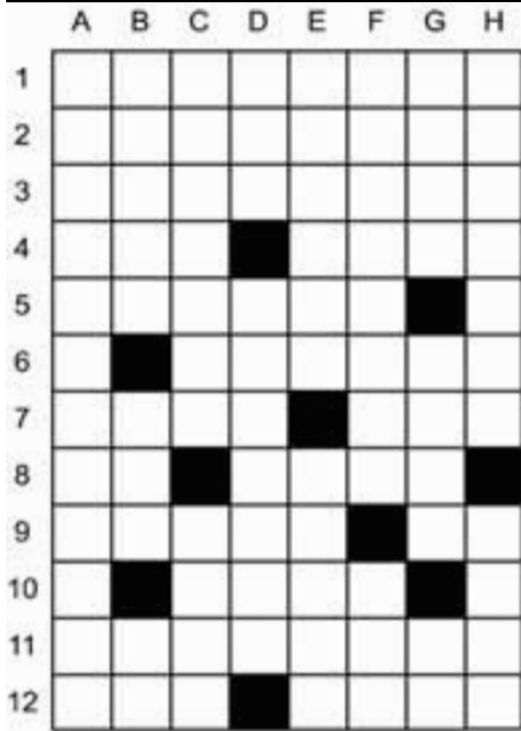
Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° : 02 /2023
Soumission - 02.081.0073 -

Les offres et documents doivent être déposés à : Commune de Sidi M'hamed, et déposés au niveau du Bureau des Marchés Publics 2^{ème} étage n°45, rue Belkhef Ghazal - Commune de Sidi M'hamed - Alger -

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique au niveau du siège de l'APC de Sidi M'hamed fixée le dernier jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à 14h 00

Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis.

Mots Croisés



VERTICALEMENT

- A. Outil de découpe.
- B. Distance en mer. Recru. Fameux anonyme.
- C. Qui bougent. Mécontenta certainement.
- D. Lieu pour se désaltérer. Mauvaise passe au rugby.
- E. Destination de voyage. Oiseaux ratites d'Australie.
- F. Repoussant. Qui n'est donc pas resté de glace.
- G. Une huile dans le pétrole. Qui manquent de dynamisme. Terminaison de verbe.
- H. Choisis de nouveau par un vote. Préparé à toute éventualité.

HORIZONTALEMENT

- 1. Construire.
- 2. Jeudi fêté en se grimant.
- 3. Fossilisé.
- 4. C'est toujours bon à entendre. Société unipersonnelle.
- 5. Méditent.
- 6. Premier morceau du pain.
- 7. Elle inspira Aragon. Pas à eux.
- 8. Pascal. Couvert.
- 9. Il réunit des musulmans. Secteur postal.
- 10. Prince troyen, héros de Virgile.
- 11. Passer un déguisement.
- 12. École de cadres supérieurs. En qui on peut avoir confiance.

LES MOTS FLÉCHÉS

EDUCATION STRICTE	ALLER AU PROCÈS	TOURNE DE TRAVERS	COURTE INFO	FERA DE LA PLACE	ILS FONT DES BUI-LES PRÈS DU PO			
ILS SONT BIEN NÉS	BONNE ISOLATION	BON POUR LA LIGNE	MONTE-CHARGE	ESPRITS DE CORPS	MI-CLOSE			
MOMENT TRISTE								
CHÂTEAU DE LA LOIRE								
		BIEN DÉRIDÉ						
CHARME PARTI-CULIER			EMPE-REURS					
FOURGON								
					ZONE A URBA-NISER EN PRIORITE	PREDIRE UNE REUSSITE INCER-TAINE		
GIGAOCJET								
DESSERT CHANTILLY								
							BOTTE	BERCEAU DE BATEAU
FORMULE	ICARE SE NOYA PRES DE CETTE ILE							
		ETRE MOU ET NON-CHALANT	CELA SE PASSE EN INDE	VEULENT AVOIR A L'USURE	LEGION DE BIFFINS			
HOMME DE BIENS			ABIME	MISE EN BARLS	BIEN AU-DESSUS DU SOL			
ARBUSTE DU YEMEN								
		BATELIER						
COMPETITION								
ON LE DIT POUR LA VIE								
		ON L'UTILISE POUR MONTRER		AVANT LA MANIERE OU LA MATIERE				
PRINCE VICTIME D'UN CAS ROSSE			INSTRUMENT DE LABORA-TOIRE					



SIDOKU

3		8		6		5		
						8	3	6
9			5					
	4			2	7			
							4	1
	7			4	8			
4			3					
						9	2	5
5		2		9		3		

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

CERAT CONVERTIR DIRECTEUR ESCRIMEUR FRELATER HANTER ITALIEN LITRE
 LOUVE MAGNOLIA MEHARI OMETTRE OUTILLE PETOIRE PRESENTER PRONOSTIC
 ROUIR SUAVITE SURSIS TALION TITILLER TRIMESTRE TRUC VAIRON VETO

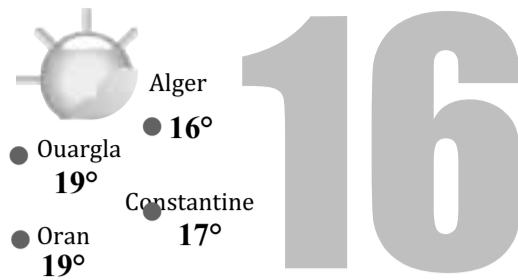
R	A	C	E	T	P	R	E	E	R	N	E
U	I	I	S	R	I	E	R	E	O	V	R
E	L	T	C	I	O	T	T	R	U	C	E
T	O	S	R	M	T	N	I	O	T	T	T
C	N	O	I	E	E	A	L	L	I	A	A
E	G	N	M	S	V	H	L	V	L	R	L
R	A	O	E	T	R	N	A	I	L	E	E
I	M	R	U	R	I	U	O	R	E	C	R
D	P	P	R	E	S	N	S	C	I	N	F

LUTTE CONTRE L'ÉMIGRATION CLANDESTINE 12 PERSONNES ARRÊTÉES À TIZI-OUZOU

La gendarmerie nationale a procédé, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, à l'arrestation de douze personnes pour tentative d'émigration clandestine. Elle a indiqué, dans un communiqué, que les mis en cause ont été arrêtés par les éléments de la marine nationale le 27 décembre dernier à 2h du matin, à 5,3 miles en mer à bord d'une embarcation de fortune au niveau de la

plage de Sidi Khelifa dans la commune d'Ait Chafaâ. L'opération a eu lieu au moment où le groupe s'apprêtaient à quitter le territoire de manière illégale à destination des côtes européennes, est-il ajouté dans le communiqué. Les investigations menées par le commandement de la Gendarmerie nationale ont permis l'arrestation du propriétaire de l'embarcation ainsi que

trois (3) de ses complices dans l'organisation de la tentative d'émigration illégale. Ils ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes pour le crime de « constitution de bande de malfaiteurs en vue d'émigration clandestine avec exposition de la vie d'autrui au danger » et le délit de « sortie du territoire national sans autorisation »



FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
06:18	12:49	15:23	17:41	19:10

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 3 JANVIER 2024 // N°719 // PRIX 20 DA

LUTTE ANTITERRORISTE ET CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE

Neutralisation de 16 terroristes

Un communiqué rendu public par l'ANP fait état de la neutralisation de 16 terroristes, de 417 éléments de soutien aux groupes terroristes, de la découverte et de la destruction de 37 casemates et abris servant de refuges aux terroristes

« Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant l'année 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats qualitatifs reflétant le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national et ce, pour contrecarrer toutes les tentatives visant à porter atteinte à la sécurité et à la stabilité de notre pays ainsi qu'à sa souveraineté », indique un communiqué de l'ANP repris par l'APS. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, « nos Forces armées ont procédé à la neutralisation de 16 terroristes, 417 éléments de soutien aux groupes terroristes, la découverte et la destruction de 37 casemates et abris servant de refuges aux terroristes, ainsi que la récupération de 136 armes à feu, 169 obus, 95 bombes de différents types et de grandes quantités de muni-



itions », précise-t-on. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, les différentes unités de l'ANP « ont multiplié leurs efforts afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, ce qui a permis l'arrestation de 2.723 narcotrafiquants et la mise en échec d'introduction de 573 quintaux de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 86,345 kilogrammes de cocaïne et 11.625.283 comprimés psychotropes ont été saisis ». De même, « ces opérations qualitatives ont permis l'arrestation de 15.150 individus et la saisie de 4.433 marteaux piqueurs, 8.030

groupes électrogènes, 209 détecteurs de métaux, 1.353 véhicules, 585,6 tonnes de mélange de pierre et d'or brut, 612 fusils de chasse, 2.219.518 litres de carburant, 262,2 tonnes de tabacs et 4.445 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation, et ce, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national ». Par ailleurs, des détachements combinés de l'ANP « ont appréhendé 14.814 immigrants clandestins de différentes nationalités à travers le territoire national », note la même source.

R.N

CAN 2023

Les Verts entament leur préparation à Lomé

La sélection nationale de football a entamé sa préparation dans la capitale Lomé au Togo, où elle est arrivée lundi après midi, pour y effectuer un stage de préparation, en prévision de la Coupe d'Afrique des Nations en Côte d'Ivoire du 13 janvier au 11 février 2024, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) dans un communiqué. A

peine deux heures après leur arrivée à Lomé, les Verts ont pris le chemin du stade de Kégué pour leur première séance d'entraînement (18h00, 19h00 heure algérienne) sur « une bonne pelouse et en présence de tous les joueurs », souligne la même source. Au terme de deux tours du terrain, les joueurs ont été scindés en cinq groupes, en plus

des deux gardiens Raïs M'Bolhi et Oussama Benbot pris en charge par le du Aziz Bouras et Merouane Messai. Pour leur part, Mohamed Amine Tougai et Ramiz Zerrouki ont poursuivi leurs tours de piste avec un des préparateurs physiques kiné, avant de se consacrer à une série d'étirements. Le reste des joueurs, répartis en quatre groupes, s'est

adonné à des ateliers physiques puis techniques sans ballon. A 18h20, place à des toros en deux groupes de 9 joueurs chacun, sans Adam Ounas et Anthony Mandrea conviés à un travail de déverrouillage sur tapis et des étirements musculaires également (des push-ups, des abductions de hanche,...).

R.S

L'ASSOCIATION DES OULÉMAS MUSULMANS ALGÉRIENS CHANGE DE TÊTE ABDELMADJID BIREM REMPLACE ABDELREZAK GUESSOUM

Abdelmadjid Birem a été élu nouveau président de l'Association des savants musulmans algériens, succédant à Abdelrezak Guessoum. Abdelmadjid Birem l'a emporté avec 393 voix, contre 125 voix pour l'ancien président

de l'association, Dr. Abdelrezak Guessoum, lors des élections qui ont eu lieu lors de la sixième assemblée générale de l'Association des oulémas en séance ordinaire au siège de la Mutualité, à Zeralda. I.M.Amine

IL COMPORTE SIX MATIÈRES ÉCRITES L'EXAMEN DE LA 5E EN DEUX ÉTAPES

« Il a été décidé que l'examen couronnant le cycle primaire se déroulera en deux étapes. La première est prévue en avril et la deuxième à partir du 12 mai avec une session de trois jours. L'examen comporte six matières écrites qui seront unifiées à travers cinq circonscriptions pédagogiques ». C'est ce qu'a révélé hier le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed. Ce dernier s'exprimait lors de la conférence nationale des directeurs de wilaya de l'éducation nationale qui se tiennent depuis hier à Tipasa. Belabed a jugé que la conférence nationale des directeurs de l'éducation est une halte indispensable pour faire le bilan des actions entreprises et des projections tracées. Il est ainsi prévu, lors de cette rencontre, d'établir un état des lieux sur l'exécution des opérations et actions relatives au déroulement de la rentrée scolaire actuelle ainsi que son évaluation, et ce, en prévision de la préparation de la prochaine rentrée. Aussi, est-il question de revenir sur le suivi de la mise en œuvre des actions pédagogiques et adminis-

tratives inhérentes au premier trimestre de cette année. L'ordre du jour de la conférence qui se tient sur trois jours comporte deux exposés et cinq ateliers. Le premier exposé est consacré à l'examen d'évaluation des acquis obtenus par les élèves dans le cycle primaire, l'examen de la cinquième en l'occurrence qui se déroulera cette année le 12 mai prochain sous sa nouvelle configuration, en vertu de la circulaire ministérielle n°355 du 17 décembre 2023, portant dispositions organisationnelles et pédagogiques du déroulement de l'examen en question. S'agissant du deuxième exposé, celui-ci est consacré au dossier de la numérisation. En ce sens, Abdelhakim Belabed a relevé que celle-ci touche désormais toutes les procédures administratives et pédagogiques que ce soit pour les fonctionnaires ou pour le suivi, l'évaluation et le traitement des dossiers des élèves ainsi que la gestion des examens et des transferts en plus des espaces virtuels dédiés aux enseignants et aux parents d'élèves.

R.N

LE NUMÉRO 2 DU HAMAS TUÉ PAR UNE FRAPPE SIONISTE À BEYROUTH UN NOUVEAU PALIER DANS LA POLITIQUE D'ESCALADE

Les médias officiels libanais affirment qu'un drone sioniste a provoqué hier une explosion dans la banlieue sud de la capitale, Beyrouth

causant notamment la mort de Saleh el-Arouri, l'un des leaders du mouvement Hamas. Selon l'agence de presse nationale libanaise (NNA), quatre personnes sont mortes et « plusieurs autres ont été blessées ». Parmi les victimes, figure Saleh el-Arouri, le numéro deux du bureau politique du Hamas et l'un des commandants de sa branche militaire, les Brigades al-Qassam, selon le média libanais L'Orient le jour.

R.I